

VII. LA FONDATION ET L'ÉVOLUTION DE L'"UNION OUVRIÈRE GÉNÉRALE D'ALLEMAGNE" (AAUD)

1. Le Congrès constitutif de l'AAUD en février 1920 et la discussion de son programme

Malgré la fusion avec la "Fédération Libre" des syndicalistes révolutionnaires à la Conférence de Düsseldorf en septembre 1919 et bien que les principes directeurs sur le syndicat du II^o Congrès du KPD n'aient pas été favorables à la formation de nouveaux syndicats, le mouvement unioniste continua de s'émanciper de la tutelle des syndicalistes révolutionnaires car il aspirait à une forme plus solide et supra-régionale de l'organisation. Dans la région de la Ruhr elle-même, des voix s'élevèrent qui désapprouvaient la fusion de septembre. L'organe du KPD(S) pour la Rhénanie-Westphalie, solidaire de l'opposition communiste de gauche, déclara à la fin de novembre que la politique syndicale confuse de la centrale et la propagande énergique des syndicalistes révolutionnaires avaient conduit à ce que la fusion se soit accomplie sur une base « qui contredisait directement les principes du communisme et de l'Union Ouvrière Générale »¹. L'AAU d'Essen déclarait le 21 décembre 1919 qu'elle refusait « de se référer aux principes syndicalistes révolutionnaires »² et qu'elle voyait dans le travail en commun avec le KPD la seule voie correcte. Ce sont les porte-parole de l'unionisme de l'Allemagne du Nord-ouest qui prirent fait et cause le plus clairement pour la rupture avec les syndicalistes révolutionnaires. Wolffheim écrivit au début de décembre³ que les principes directeurs de la FAU de la Rhénanie-Westphalie étaient tout à fait inacceptables; les syndicalistes révolutionnaires ne voyaient dans les organisations d'entreprise qu'un moyen de destruction des anciens syndicats, ils tenaient du reste à leurs syndicats de métier dépassés et ils n'acceptaient pas la nouvelle organisation de lutte qu'était l'organisation d'entreprise; les unionistes ne devaient rien abandonner de leur programme.

Le 16 décembre 1919, la KAZ de Hambourg avait publié un appel à toutes les organisations d'entreprise révolutionnaires, appel qui qualifiait de nécessité urgente la fusion de toutes les unions et la création de bases unitaires⁴; il proposait une conférence nationale de toutes les organisations d'entreprise révolutionnaires à Brême, ville qui, après l'exclusion des oppositionnels lors du Congrès d'octobre du KPD(S), était devenue le chef-lieu de toute l'opposition communiste. « Il existe dans beaucoup d'endroits d'Allemagne des organisations d'entreprise révolutionnaires qui ne sont certes pas unitaires dans leur structure, mais qui sont d'accord sur la connaissance théorique »⁵. Si l'on parcourt des yeux ce que le mouvement unioniste a offert jusqu'en février 1920 comme résultats théoriques, c'est le manque d'homogénéité du jeune mouvement qui se manifeste certainement y compris dans la connaissance théorique. Les deux impulsions théoriques de l'unionisme allemand, qui

¹ Cité dans : "KAZ" (Hambourg), 1^o année (1919), n^o 183.

² "KAZ" (Hambourg), 2^o année (1920), n^o 183 : *Die Essener gegen die Syndikalisten* [Ceux d'Essen contre les syndicalistes révolutionnaires].

³ "KAZ" (Hambourg), 1^o année (1919), n^o 185 : *Zusammenschluss mit den Syndikalisten ?* [Fusion avec les syndicalistes révolutionnaires ?].

⁴ "KAZ" (Hambourg), 1^o année (1919), n^o 194 : *Aufruf an die Revolutionären Betriebsorganisationen* [Appel aux organisations d'entreprise révolutionnaires].

⁵ *Ibidem*.

trouvèrent directement leur origine dans les IWW américains, étaient déjà différentes; l'unionisme de Wolffheim découlait de l'attitude hostile au parti de la majorité des IWW, alors que l'agitation de Dannenberg provenait d'une branche des IWW qui était favorable au parti politique⁶. Otto Rühle était absolument convaincu du caractère dépassé de la forme d'organisation du parti politique, et il alla encore au-delà de la position hambourgeoise qui prévoyait quant à elle une coexistence limitée dans le temps du parti et des unions⁷. Les unionistes berlinois regroupés autour de Karl Schröder recommandaient la coexistence du parti et des organisations d'entreprise révolutionnaires à long terme⁸. C'est à cause de cette question du rapport entre les unions et le parti que l'on en arriva à la rupture entre les communistes de gauche de Hambourg et de Brême. À côté des divergences déjà visibles en août-septembre 1919 à propos du rôle des unions, on en vint à un refroidissement encore plus marqué entre les deux tendances en raison de la "Première adresse communiste au prolétariat allemand"⁹ de Laufenberg et de Wolffheim, qui servit d'introduction depuis la mi-novembre (1919) à leur agitation national-bolchevique; à partir du moment où ils concentrèrent leurs énergies sur la propagande de leurs idées national-bolcheviques, Laufenberg et Wolffheim ne jouèrent plus de rôle dirigeant dans l'unionisme allemand; la direction des unionistes hambourgeois passa à l'ancien porte-parole de la "Fédération Libre" syndicaliste révolutionnaire, Karl Roche. Le porte-parole des unionistes brêmois, Karl Becker¹⁰, en accord avec son ami politique Paul Fröhlich, et en se joignant à la critique que ce dernier avait adressée à l'organisation hambourgeoise et berlinoise du KPD(S) en septembre 1919¹¹, fit le reproche aux Hambourgeois de défendre une théorie, selon laquelle, après la victoire de la révolution prolétarienne, tous les partis – y compris le parti communiste – devraient être dissous¹²; il considérait, avec Fröhlich, cette idée comme une utopie "syndicaliste révolutionnaire".

Les représentants de ces différentes tendances de l'unionisme allemand se rencontrèrent à la première conférence nationale de l'"Union Ouvrière Générale d'Allemagne" (AAUD) le 14 février 1920 à Hanovre. Y étaient présents, entre autres, des représentants de Hambourg, de Brême, de Bremerhaven, de Hanovre, de Berlin, de l'Allemagne centrale, de Silésie et le de la Ruhr; la tendance de Gelsenkirchen de la FAU était représentée par un invité¹³. La discussion fut, comme on pouvait s'y attendre, confuse et elle fut interrompue le 16 février 1920 par la police du fait de l'arrestation de tous les 150 délégués¹⁴, avant que l'on puisse se mettre d'accord, ne serait-ce qu'approximativement, sur des lignes directrices communes. S'affrontèrent dans la discussion les lignes directrices élaborées par Karl Becker pour le compte du bureau d'information brêmois de l'ensemble de l'opposition dans le KPD(S), et les principes directeurs pour l'AAU défendus par Karl Roche pour les unionistes hambourgeois.

⁶ Voir à ce sujet Karl Dannenberg, *Warum Allgemeine Arbeiter-Union ?* [Pourquoi l'Union Ouvrière Générale ?], Brunswick 1919. Voir aussi à ce sujet plus loin le paragraphe sur l'unionisme industriel de Brunswick.

⁷ Voir plus haut le paragraphe sur la naissance de l'unionisme allemand.

⁸ Karl Schröder/Friedrich Wendel, *Wesen und Ziele der Revolutionären Betriebsorganisation* [Nature et buts de l'organisation d'entreprise révolutionnaire], Berlin 1920, p. 6 ; le texte est paru en janvier 1920.

⁹ Voir "KAZ" (Hambourg), 1^o année (1919), n^o 173 supplément ; voir à ce sujet plus loin le paragraphe sur l'aile national-bolchevique de Laufenberg et de Wolffheim dans le KAP.

¹⁰ Voir Karl Becker, *Der Kampf um die Allgemeine Arbeiter-Union* [La lutte pour l'Union Ouvrière Générale], Brême 1919. Voir aussi à ce sujet le paragraphe sur la naissance de l'unionisme allemand.

¹¹ Voir Paul Fröhlich, *Die syndikalistische Krankheit* [La maladie syndicaliste révolutionnaire], tiré à part de "Die Internationale", sans date, sans lieu (1919).

¹² Voir Karl Becker dans : "KAZ" (Hambourg), 2^o année (1920), n^o 36 : *Die Loslösung von der Partei* [La séparation d'avec le parti].

¹³ Voir Hans Bötcher, *opus cité*, p. 66. Bötcher parle à tort d'une première Conférence nationale de l'AAUD en avril 1920.

¹⁴ Voir "KAZ" (Hambourg), 2^o année (1920), n^o 40 : *Die Konferenz der Arbeiter-Union gesprengt - 150 Teilnehmer verhaftet - Dreyer und Rühle abgeriegelt !* [La Conférence de L'union Ouvrière dispersée - les 150 participants arrêtés - Dreyer et Rühle bouclés !]

Becker présenta ses lignes directrices comme une alternative "marxiste" au "syndicalisme révolutionnaire" des principes directeurs hambourgeois¹⁵. C'est dans « un sens parfaitement marxiste »¹⁶ qu'il considérait les unions comme des syndicats révolutionnaires au service de la lutte économique des masses; il prévoyait, pour la mise en œuvre couronnée de succès de cette lutte, la réunion centrale des organisations d'entreprise par branches d'industrie d'une part, par régions économiques d'autre part¹⁷. Il ne pensait pas que les unions étaient faites pour remplacer le parti communiste, mais il voyait en elles un moyen approprié pour le KPD « d'atteindre toutes les entreprises des branches d'industrie et de transport les plus importantes par un système solidement assemblé d'hommes de confiance »¹⁸. Dans les lignes directrices de Becker, il manquait l'idée de l'organisation unitaire et l'idée du fédéralisme. Avec ce programme, Becker et les unionistes de Brême n'eurent pas l'approbation du congrès; ni Becker ni Fröhlich ne participèrent ensuite à la fondation du KAP en avril de cette année; tous deux restèrent dans le KPD et ils ne jouèrent plus aucun rôle à l'avenir dans l'AAU; après Laufenberg et Wolffheim, ce furent donc deux autres instigateurs prééminents de l'unionisme allemand qui se séparèrent du mouvement. Les principes directeurs hambourgeois, décrits par Becker comme "syndicalistes révolutionnaires", tenaient fermement à l'idée de l'organisation unitaire, ils refusaient en particulier l'institution d'unions d'industrie et ils ne prévoyaient qu'une liaison lâche entre les unions locales dans les régions économiques; on faisait référence à l'organisation unitaire dans la résolution suivante, présentée par Roche au Congrès et adoptée par ce dernier :

« L'Union Ouvrière Générale organise les ouvriers salariés pour le combat final contre le capitalisme et pour l'obtention par la force de la République des conseils. C'est à cette fin qu'elle appelle les ouvriers salariés à se rassembler sur le terrain de l'organisation unitaire révolutionnaire, à créer *une grande union*. »¹⁹

Roche formula de manière négative dans la même résolution l'unique base commune que trouva la première Conférence nationale de l'AAU :

« *Ne peuvent pas* appartenir à L'Union Ouvrière Générale les organisations qui :
1. participent à l'application de la loi sur les conseils d'entreprise, 2. refusent la dictature du prolétariat, 3. ne reconnaissent pas l'organisation d'entreprise comme base organisationnelle. »²⁰

Avec cette résolution, on fournissait la ligne de démarcation la plus générale d'avec l'ADGB réformiste (points 1, 2 et 3) et d'avec la FAUD(S) syndicaliste révolutionnaire (points 2 et 3); une base organisationnelle et tactique propre à l'AAUD était encore à trouver.

Les lignes directrices présentées à la Conférence furent discutées dans l'Empire au cours des mois suivants par les organisations d'entreprise; les suggestions de ces dernières allèrent au chef-lieu du mouvement qui était désormais transféré de Brême à Hambourg; les unionistes de Hambourg les examinèrent et en présentèrent un extrait à la deuxième Conférence nationale de l'AAUD des 9 et 10 mai 1920 à Berlin en tant que statut de

¹⁵ "KAZ" (Hambourg), 2^o année (1920), n^o 38, Karl Becker : *Zur Reichskonferenz der AAU* [La Conférence nationale de l'AAU].

¹⁶ *Ibidem*.

¹⁷ Voir aussi Karl Becker (*opus cité* p. 14) : « L'Union Ouvrière Générale ne pourra résoudre ses problèmes que lorsque les organisations d'entreprise seront réunies centralement dans chaque lieu et dans chaque district économique, et en outre dans chaque branche industrielle ».

¹⁸ "KAZ" (Hambourg), 2^o année (1920), n^o 38.

¹⁹ "KAZ" (Hambourg), 2^o année (1920), n^o 47. Souligné dans l'original. Les unionistes de Brême n'avaient pas publié cette résolution en dépit de l'ordre du congrès.

²⁰ *Ibidem*. Souligné dans l'original.

l'organisation²¹. La structure de l'AAUD était extrêmement simple. Les organisations d'entreprise se réunissaient dans un lieu donné en groupes locaux; les groupes locaux se réunissaient en régions économiques quand l'exécutif de celles-ci se constituait en comité d'action avec les délégués des groupes locaux. Les compétences des régions économiques étaient insuffisamment délimitées dans les statuts et elles restèrent l'un des points de contentieux les plus graves entre la future tendance majoritaire de l'AAUD et son opposition, laquelle réclamait en partie l'autonomie entière des régions économiques. La première session du Conseil économique de l'Empire en août 1920 prévoyait les 18 régions économiques suivantes : 1. Région côtière, 2. Poméranie, 3. Prusse orientale et occidentale, 4. Grand-Berlin, 5. Brandebourg, 6. Posen, 7. Basse Lusace, 8. Silésie, 9. Saxe orientale, 10. Saxe occidentale, 11. Allemagne centrale, 12. Basse Saxe, 13. Thuringe, 14. Rhénanie-Westphalie, 15. Hesse-Nassau, 16. Hesse rhénane, 17. Baden-Rhénanie-Palatinat, 18. Bavière²². Le nombre et la délimitation des régions économiques²³ se modifièrent considérablement dans les années suivantes sur la base des diverses scissions dans l'AAUD. Chaque région économique envoyait un délégué au Conseil économique national, l'exécutif suprême de l'AAUD; l'organisation hambourgeoise fut chargée de la mise en place du Conseil économique national, et elle annonça vouloir remplir cette tâche « sans fonctionnaires dirigeants rémunérés »²⁴. Tous les fonctionnaires étaient révocables à tout moment et toutes les questions techniques (fixation des cotisations, protection juridique, secours en cas de grèves, etc.) restaient l'affaire des organisations locales et régionales. L'instance suprême dans toutes les questions était la Conférence nationale dans laquelle, selon la résolution de la deuxième Conférence nationale, les délégués votaient non pas pour leur région économique mais conformément au nombre d'adhérents qu'ils représentaient. Une violente querelle s'éleva bientôt sur la question de savoir si les décisions de la Conférence nationale devaient être obligatoires pour toutes les organisations adhérentes. Les statuts de la deuxième Conférence nationale offrirent une sorte de formule de compromis : les décisions « n'étaient obligatoires » pour tous les membres de l'AAU « que si des questions programmatiques ou organisationnelles avaient été soumises à l'ensemble des membres suffisamment à l'avance pour qu'il leur soit possible de prendre position de manière approfondie »²⁵. Une résolution de la Conférence obligeait chaque région économique qui était à même de le faire à publier un organe de presse au sens de l'AAU. Un organe central pour toute l'AAU de l'Empire ne fut jamais publié bien que, avec la prise en main de la tendance de Berlin, son organe, "Der Kampfbruf" [L'appel à la lutte], ait rempli de plus en plus la fonction d'un tel organe central. Un observateur contemporain compta environ dix journaux édités hebdomadairement par les différentes régions économiques. Les plus importants de ces périodiques, qui ont paru pour la plupart avec une brève durée de vie, furent : ""Der Kampfbruf", Organe de l'Union Ouvrière Générale (organisation d'entreprise révolutionnaire)", qui parut de façon hebdomadaire à Berlin à partir d'avril 1920; l'""Unionist", Organe de l'Union Ouvrière générale", qui commença à paraître à peu près à la même époque à Hambourg; depuis la fin de 1920, fut édité à Düsseldorf : ""Klassenkampf" [Lutte de classe], Organe de l'AAU (organisations d'entreprise révolutionnaires) de la région économique de la Rhénanie-Westphalie".

²¹ "KAZ" (Hambourg), 2^e année (1920), n^o 58. Voir aussi : *Die Allgemeine Arbeiter-Union (revolutionäre Betriebsorganisation)* [L'AAU (organisation d'entreprise révolutionnaire)], Berlin 1921, p. 46 sq. Voir d'Appendice documentaire n^o XII.

²² Voir pol. Akt. der Reg. Düsseldorf, n^o 15536/1.

²³ Voir sa délimitation exacte dans : "Der Kampfbruf, Organ der Allgemeinen Arbeiter-Union (Revolutionäre Betriebsorganisation), District économique de Saxe orientale, 1^o année (1920), n^o 19.

²⁴ "KAZ" (Hambourg), 2^e année (1920), n^o 41 : *Die zweite Reichskonferenz der AAU* [La deuxième Conférence nationale de l'AAU].

²⁵ *Die Allgemeine Arbeiter-Union (Revolutionäre Betriebsorganisation)* (1921), p. 47

Les principes directeurs "syndicalistes révolutionnaires" hambourgeois de la première Conférence s'étaient largement imposés en mai 1920. Il n'était plus question pour le syndicat de jouer un rôle d'appoint pour le KPD(S) – ainsi que cela était réclamé par ceux de Brême –; il n'était resté aucune trace de la demande de réunir centralement les unions en groupes d'industrie. Un fédéralisme extrême marquait les règles d'organisation et il laissait le champ libre aux différentes tendances dans l'unionisme allemand. Karl Roche, qui avait eu une grande influence sur la formulation des statuts, renvoyait, par sa pensée fédéraliste et son refus des partis politiques, non seulement à son origine syndicaliste révolutionnaire, mais il se sentait après comme avant lié explicitement à tous les syndicalistes révolutionnaires « qui se tenaient sur le terrain de la dictature des conseils »²⁶. Quand donc les unionistes brêmois, et plus tard les unionistes berlinois, qualifièrent la tendance hambourgeoise de "syndicaliste révolutionnaire", cela était largement justifié. L'influence de ce sous-courant syndicaliste révolutionnaire dans l'AAUD ne devait pas être cependant de longue durée.

On ne put pas non plus se mettre d'accord sur un programme commun durant la deuxième Conférence nationale. Le processus d'évolution du mouvement unioniste, processus somme toute déconcertant et dont la naissance fut mouvementée, ne déboucha jamais sur une structure organisationnelle relativement stable comme celle de la FAUD(S). Les syndicalistes révolutionnaires purent déjà reconstruire en novembre 1918 en s'appuyant sur les cadres d'avant-guerre et ils avaient depuis décembre 1919 un programme qui était certes controversé mais clairement esquissé. Le mouvement unioniste naquit tout d'abord du mouvement des conseils dans la Révolution allemande; en se fondant sur les organisations d'entreprise constituées dans la révolution, il attira toute une série de théories et de théoriciens sociaux-révolutionnaires et il prit son essor sans acquérir une forme définitive. Le processus de développement continu faisait lui-même partie de la conception de soi des unionistes. Karl Roche pensait ainsi dans sa réflexion sur la deuxième Conférence nationale : « La révolution crée elle-même ses instruments de lutte et elle leur donne forme et rigueur. Le jeune géant AAU va bientôt tendre sa peau. L'y forcer dès le début, c'est vouloir le tuer »²⁷. On trouve la même interprétation dans le programme de fondation du KAPD à propos de l'AAU : « Son affaire principale, c'est le développement révolutionnaire et non pas le programme, les statuts et des plans détaillés »²⁸.

Les unionistes de Hambourg apparurent en position de leaders lors de la deuxième Conférence nationale en mai 1920. Mais un mois auparavant, avait eu lieu la constitution du KAPD dans lequel Karl Schröder jouait un rôle dirigeant à Berlin; lui qui depuis le milieu de 1919 défendait les idées unionistes dans l'organe de presse berlinois du KPD(S) et qui s'était fait remarquer en janvier 1920 avec une brochure rapidement diffusée sur les tâches des organisations d'entreprise révolutionnaires²⁹, fit de Berlin, dans les mois suivants, avec son programme combiné pour le KAP et l'AAU, le centre de rayonnement bientôt le plus important de l'unionisme allemand. Lors de la troisième Conférence nationale de l'AAUD en décembre 1920, la tendance berlinoise avait déjà la suprématie dans l'organisation et la tendance hambourgeoise y constituait la plus forte opposition. L'AAUD ne fut pas la création du KAPD comme cela a été suggéré plus tard par les cercles berlinois du KAP³⁰, car elle

²⁶ Voir "Unionist", 1^o année (1920), n^o 2.

²⁷ "KAZ" (Hambourg), 2^o année (1920), n^o 47.

²⁸ *Programm der Kommunistischen Arbeiter-Partei Deutschlands* [Programme du KAPD], Berlin 1920, p. 10.

²⁹ Karl Schröder/Friedrich Wendel, *Wesen und Ziele der Revolutionären Betriebsorganisation* [Nature et buts de l'organisation d'entreprise révolutionnaire] a été écrit en janvier 1920 sur commande de la 22^o Commission des délégués des Organisations d'entreprise révolutionnaires du Grand Berlin, Berlin 1920.

³⁰ Voir à ce sujet entre autres le rapport dans l'organe de Rhénanie-Westphalie de l'AAU "Der Klassenkampf", 1^o année (1921), n^o 15 : « L'opinion erronée selon laquelle ce serait la KAPD qui serait à l'origine de l'AAU a été très souvent répandue, et en vérité principalement par les organes berlinois, aussi bien par le "KAZ" que par le "Kampftruf" ». Hans Bötcher (*opus cité*, p. 66) et Paul Hermsberg (*loc. cit.*, p. 214) ont adhéré à cette opinion erronée et Peter von Oertzen (*opus cité*, p. 213) suit lui aussi cette fausse présentation.

existait localement depuis août 1919 et sur un plan national depuis février 1920, c'est-à-dire beaucoup plus tôt que le parti. Tandis que les oppositionnels exclus en octobre 1919 faisaient encore, lors du III^e Congrès du KPD(S) les 25 et 26 février 1920, une dernière et vaine tentative pour être réintégrés dans le parti avec des propositions de changement du bureau d'information de Brême pour se rapprocher des principes directeurs de Heidelberg, les unions l'emportèrent sur la tendance brémoise qui projetait une subordination des organisations d'entreprise révolutionnaires au KPD et elles se constituèrent en une organisation indépendante sur le plan national.

2. L'évolution de la tendance majoritaire de l'"Union Ouvrière Générale d'Allemagne" (AAUD)

La phase de consolidation de l'unionisme allemand se signale, par suite de son tumultueux processus de naissance, par une diversité de ramification organisationnelle encore plus grande que celle qui avait déjà été constatée pour le syndicalisme révolutionnaire allemand. Le courant qui tendait vers la droite, vers l'USPD, celui de l'unionisme industriel de Brunswick, fut débordé à l'intérieur du mouvement au cours de la première année de l'AAU et il disparut complètement; la tendance organisation unitaire qui penchait vers la gauche, vers les syndicalistes révolutionnaires, se sépara de l'AAU en octobre 1921 avant tout par réaction devant l'exigence des unions à se soumettre effectivement au KAP et elle s'émancipa dans l'"Union Ouvrière Générale Organisation unitaire" (AAUE); tandis que le courant principal dans la FAUD resta relativement homogène, il se produisit encore une fois en mars 1922, dans la tendance majoritaire de l'AAUD, une scission qui entraîna la glissade irrévocable de l'AAUD vers l'état de secte.

Dans les années 1920-21, on remarque tout d'abord une forte extension de l'unionisme; l'AAUD fut capable en 1920, en particulier en Allemagne centrale et dans une moindre mesure dans la région de la Ruhr, de bâtir des organisations et d'attirer à elle des groupes plus ou moins importants de la FAUD¹; une circulaire de la direction berlinoise de l'AAU du 13 janvier 1921 annonçait « des progrès tels que tous les fonctionnaires sont débordés »; on indiquait l'état suivant des membres de l'Union pour le seul Berlin en date du 1^o décembre 1920 : 21 376 hommes, 4 348 femmes et 3 680 jeunes². Ces fortes impulsions à la hausse furent étouffées par la désorganisation de l'AAUD qui fut provoquée par défaite de l'Action de Mars (1921). La présentation suivante de l'état des membres, fournie à la quatrième Conférence nationale de juin 1921, montre l'image la plus parfaitement fidèle des forces relatives des différentes régions économiques : Grand-Berlin : 16 000, Nord-ouest : 14 215, Allemagne occidentale : 8 298, Saxe occidentale : 5 123, Saxe orientale : 3 000, Brandebourg : 3 000, Basse Saxe : 2 250, Basse Lusace : 2 000, Thuringe : 1 400, Allemagne centrale : 1 325, Saxe centrale : 613, Hesse rhénane : 400, Wurtemberg : 300, Poméranie : 280³. Le nombre total des membres de l'AAUD, qui atteignit certainement son point culminant dans la première moitié de 1921, était vraisemblablement plus élevé que les environ 58 000 unionistes représentés à ce Congrès, mais le chiffre de 200 000 adhérents qui était indiqué

¹ Voir Paul Bötcher, *opus cité*, p. 73 ; on y trouve des exemples.

² Cité dans : Pol. Akt. der Reg. Düsseldorf, n° 15536/27.

³ *Procès-verbal dactylographié de la Conférence nationale de l'AAU* des 12/14 juin 1921, dans : Pol. Akt. der Reg. Düsseldorf, n° 15536/81. Ce procès-verbal qui n'était pas destiné à la publication semble donner des chiffres qui sont le plus susceptibles d'être crédibles.

pour le début de 1921 était très probablement exagéré⁴; une indication plus précise sur le nombre des adhérents de l'AAUD est impossible du fait de l'évolution difficile à cerner – même par les participants eux-mêmes – de l'organisation et en raison de l'alternance des hauts et des bas déterminée par les circonstances extérieures; mais ce qui est sûr, c'est la chute rapide au terme de la période inflationniste, à la fin de 1923. Comme caractérisation sociologique commune des membres des unions, un contemporain expert en analyse nota un trait qui avait déjà été remarqué également comme une particularité du syndicalisme révolutionnaire⁵; à savoir qu'il n'y avait absolument pas chez les unionistes « que des ouvriers non qualifiés comme ce fut le cas au début chez les IWW, mais ... très souvent aussi des ouvriers hautement qualifiés »⁶, qui avaient été organisés de diverses manières pendant des décennies dans les "syndicats libres" et qui en étaient sortis en guise de protestation contre la politique que ces vieux syndicats avaient menée pendant et après la guerre. Comme chez les syndicalistes révolutionnaires, ce furent les branches industrielles des mines et la métallurgie qui furent le plus fortement représentées dans les unions.

Un coup d'œil sur la force des différentes régions économiques en juin 1921 montre que le Grand-Berlin et le Nord-ouest représentaient les organisations de l'Union qui étaient consolidées au plus haut degré; c'est à Berlin et à Hambourg que se situait également la direction idéologique. Et c'est à Hambourg, chef-lieu du mouvement depuis l'origine de l'unionisme allemand, que Karl Roche formula le programme qui était significativement différent des idées des Berlinoises sur les tâches de l'Union; Roche sortit victorieux de la deuxième Conférence nationale de l'AAUD en mai contre les unionistes de Brême qui avaient une orientation suiviste à l'égard du parti communiste et il se dressa ensuite, en tant que porte-parole de l'AAU de Hambourg et en s'enracinant dans son origine, c'est-à-dire celle de la "Fédération Libre" syndicaliste révolutionnaire, contre la réintroduction d'un parti politique à côté ou surtout au-dessus des unions, ainsi qu'elle était propagée avec succès par les cercles berlinois du KAP. Il considérait les partis politiques comme inappropriés aux objectifs révolutionnaires : « Les vieilles organisations, les partis – ils font plus ou moins partie de la démocratie »⁷. Avec la violente polémique dirigée contre les partis dans la feuille hambourgeoise de l'AAU "Der Unionist", dans laquelle – comme le constate en avril 1921 un observateur du parti communiste – le KAP est « peut-être encore plus maltraité que les autres partis »⁸, le courant hambourgeois se rapprocha fortement de la tendance organisation unitaire de Saxe orientale; c'est aussi pour résister aux tentatives berlinoises de réhabilitation d'une structure centralisée d'organisation⁹ que ceux de Hambourg se joignirent par la suite à la tendance de Saxe orientale et que, après la fondation de l'AAUE, qui se produisit sur l'initiative de la Saxe orientale, l'organisation hambourgeoise forma des contingents

⁴ Voir Paul Bötcher, *opus cité*, p. 73). Paul Rettig (*opus cité*, p. 40) s'en tient aux chiffres officiels lorsqu'il indique l'évolution le nombre des membres de l'AAUD de la façon suivante : 1920 : 80 000, 1921 (mars) : 200 000, début 1922 : 70 000. Le chiffre d'Ernst Drahn (*Handwörterbuch der Staatswissenschaften*, Iéna 1926, vol. VII, p. 1190) du nombre d'adhérents de l'AAUD de 212 000 pour l'année 1922 est erroné et il est tout au plus à peu près exact comme chiffre global pour toutes les organisations syndicalistes révolutionnaires et unionistes. Il n'y a aucun indice pour la supposition de Peter von Oertzen selon laquelle l'influence politique des unions était la plus grande en 1923/24 (*Betriebsräte*, p. 207).

⁵ Voir le paragraphe sur la reconstitution de la "Fédération Libre".

⁶ Paul Bötcher, *opus cité*, p. 74.

⁷ Karl Roche, *Demokratie oder proletarische Diktatur! Ein Weckruf der Allgemeine Arbeiter-Union Ortsgruppe Hamburg* [Démocratie ou dictature prolétarienne ! Un avertissement de l'AAU, groupe local de Hambourg], Hambourg sans date, p. 16. Voir aussi Karl Roche, *Die Allgemeine Arbeiter-Union*, Hambourg sans date.

⁸ Voir "Der Kommunistische Gewerkschaftler", 1^o année (1921), n^o 13 : *Die Union im Hamburg*.

⁹ Voir la présentation approfondie des positions de Hambourg et de Berlin relativement à la question fédéralisme/centralisme chez Paul Bötcher, *opus cité*, p. 76-80.

importants de cette nouvelle branche d'organisation¹⁰; c'est avec cette adhésion de la majeure partie de la tendance de Hambourg à l'AAUE que prit fin son rôle d'opposition au sein de l'organisation.

La tendance majoritaire de l'AAUD fut influencée, à partir de la mi-1920, par le concept d'union émanant du cercle berlinois communiste de gauche qui gravitait autour de Karl Schröder, lequel, jusqu'à la création du KAPD en avril 1920, n'avait pas eu de rôle de porte-parole dans l'opposition de gauche du KPD. Karl Schröder¹¹ avait noué depuis 1912, après la fin de ses études en philosophie, d'étroits contacts avec les radicaux de gauche dans le SPD par l'intermédiaire de Franz Mehring et il avait, durant la guerre, appartenu au cercle proche de "Spartacus" autour de Rosa Luxemburg; depuis 1918, il signait comme co-éditeur de la "Rote Fahne" berlinoise qui devint au cours de l'année 1919 le porte-parole local des oppositionnels de gauche et dans laquelle on discutait aussi de la question des tâches et de la structure des organisations d'entreprise révolutionnaires. C'est de cette discussion, qui fut menée, à côté de Schröder, par quelques autres intellectuels, jeunes pour la plupart (Alexander Schwab, Arthur Goldstein, entre autres¹²), que naquit la première brochure sur l'organisation et la fonction des unions¹³, brochure que Schröder publia en janvier 1920, avec Friedrich Wendel¹⁴, pour le compte de la direction des organisations d'entreprise révolutionnaires de Berlin, qui fut bientôt diffusée à 120 000 exemplaires¹⁵ et que Schröder fit suivre d'autres écrits¹⁶. Dans le jugement qu'il portait sur les syndicats "soi-disant socialistes" existants, son mode d'argumentation ne se distinguait pas des thèses déjà présentées en 1919 dans les cercles unionistes; il reprochait de manière détaillée aux anciens syndicats, à côté de leur politique pendant et après la guerre, les choses suivantes:

« Bureaucratie, dirigeants professionnels, centralisation de nature capitaliste, encouragement des contradictions internes de classe, formation de nouvelles contradictions internes de classe par les associations professionnelles ou les fédérations d'industrie, communautés de travail entre patrons et salariés, ... institutions de soutien et d'assurance. »¹⁷

Dans sa caractérisation historique des anciens syndicats comme des produits d'une phase de « guérilla économique vis-à-vis d'un patronat qui n'était cartellisé qu'à un faible

¹⁰ C'est sur la base du fédéralisme qu'elles avaient en commun que Paul Bötcher pensait déjà (*opus cité*, p. 76) que l'on devrait peut-être définir de manière plus juste la tendance de "Hambourg" comme la tendance de "Saxe orientale".

¹¹ Voir l'Appendice biographique. Les faits biographiques qui sont fournis ici découlent des déclarations de madame Wally Schmelzer (Berlin) à monsieur Olaf Ilhau en août 1965 et d'une documentation publiée anonymement : *Die Roten Kämpfer* [Les combattants rouges], dans : Vierteljahreshefte für Zeitgeschichte, 7^e année (1959), p. 438 sq.

¹² Voir l'Appendice biographique et le paragraphe sur l'évolution du KAPD.

¹³ Karl Schröder/Friedrich Wendel, *Wesen und Ziele der Revolutionären Betriebsorganisation*, Berlin 1920.

¹⁴ Concernant l'évolution de Friedrich Wendel qui devint bientôt l'avocat du national-bolchevisme hambourgeois, voir plus loin le paragraphe sur la tendance national-bolchevique du KAPD.

¹⁵ Karl Schröder, *Die Revolutionäre Betriebsorganisation* [L'organisation d'entreprise révolutionnaire], Berlin 1921.

¹⁶ Après la brochure de janvier, il y eut la parution de : Karl Schröder, *Vom Werden der neuen Gesellschaft* [Du devenir de la nouvelle société], Berlin sans date (1920) et, comme suite, en juillet 1920 : Karl Schröder, *Die Revolutionäre Betriebsorganisation, Allgemeine Arbeiter-Union*, Berlin 1920.

¹⁷ Karl Schröder, *Vom Werden der neuen Gesellschaft*, p. 5 sq. Voir aussi Die Allgemeine Arbeiter-Union (Revolutionäre Betriebsorganisation), Berlin 1921, p. 6 sq. : *Die alte Organisation* [La vieille organisation]. Voir aussi : *Gewerkschaften oder Allgemeine Arbeiter-Union ?* [Syndicats ou AAU ?] et *Reform oder Revolution ?* [Réforme ou révolution ?], Berlin sans date. Les deux brochures trouvent leur origine dans les raisonnements de Schröder ou bien elles offrent des résultats de discussion similaires à ceux qui sont exposés dans ses écrits.

degré »¹⁸, il rejoignait par exemple les thèses de Wolffheim et de Becker¹⁹. La transformation des vieux syndicats lui semblait impossible étant donné l'expérience des 18 derniers mois, et les efforts du KPD en vue de leur révolutionnarisation illusoire. À la différence des théoriciens unionistes jusqu'ici les plus importants, Schröder ne fit pas d'emprunts idéologiques tirés de l'unionisme-IWW (Wolffheim), du parti communiste (Becker) ou du syndicalisme révolutionnaire (Roche), mais il tenta – en particulier dans son écrit "Du devenir de la nouvelle société" – de construire directement sur l'idée des conseils de la Révolution allemande. Conformément à son interprétation, les organisations des conseils apparaîtraient partout « où l'idée du caractère absolu de la contradiction entre exploités et exploités devient réalité », partout « où le processus de bouleversement vient au jour dans sa pureté révolutionnaire »²⁰. Selon les grands exemples de la Commune de Paris, des Révolutions russes de 1905 et de 1917, les organisations des conseils se sont constituées en Allemagne de manière relativement tardive et timide dans la Révolution de Novembre. Dans le processus actuel « d'éclatement et d'anéantissement progressifs de l'ensemble de l'ordre bureaucratique-bourgeois, de l'État capitaliste-impérialiste »²¹, il revient aux organisations d'entreprise révolutionnaires, en tant que condensé organisationnel du mouvement révolutionnaire des conseils, la tâche d'être en même temps « les instruments infiniment mobiles de la lutte de classe » et « les cellules originelles de la nouvelle société »²². Pourquoi ces organisations d'entreprise seraient justement les organisations de lutte de classe adéquates, c'est ce qu'essaya de démontrer Hermann Gorter qui, à la fin de 1918, s'était rendu à Berlin et qui y avait suivi toute l'évolution de l'opposition communiste de gauche en liaison constante avec le cercle de Schröder²³, en s'appuyant expressément avant tout sur les idées de Schröder, c'est-à-dire à partir de la structure verticale d'association en expansion des grandes entreprises capitalistes actuelles, dans lesquelles la subdivision en métiers, le fondement organisationnel des anciennes fédérations syndicales, ne jouait plus aucun rôle²⁴. « Ce sont les entreprises, et non plus les métiers, qui exercent leur force et qui ont le pouvoir dans la nouvelle société actuelle »²⁵. Selon les observations de Gorter, le rassemblement naturel qui avait été déterminant pour les ouvriers, pour autant qu'ils aient été vraiment révolutionnaires, au cours des grands affrontements des années qui vont de 1918 à 1921, fut celui qui avait eu lieu dans les grandes entreprises industrielles et non dans les syndicats. « Ils ont lutté dans les entreprises et rangés par entreprises »²⁶. Alors que Pannekoek se comportait vis-à-vis des organisations d'entreprise révolutionnaires réunies dans l'AAU de manière sceptique et attentiste²⁷, Gorter voyait en elles la réalisation de la revendication, formulée déjà avant la guerre par les tribunistes hollandais, d'organisations de lutte de classe qui devaient résulter de l'action révolutionnaire spontanée²⁸; il mit sa capacité théorique et son prestige dans les cercles ouvriers au service du développement de l'"Union Ouvrière Générale" au sens de la tendance de Berlin.

¹⁸ Karl Schröder, *Die Revolutionäre Betriebsorganisation*, p. 9.

¹⁹ Voir plus haut le paragraphe sur les origines de l'unionisme allemand.

²⁰ Karl Schröder, *Vom Werden der neuen Gesellschaft*, p. 6.

²¹ Karl Schröder, *Die Revolutionäre Betriebsorganisation*, p. 6.

²² *Ibidem*, p. 6 ; voir également *Die Allgemeine Arbeiter-Union (Revolutionäre Betriebsorganisation)*, p. 16-24.

²³ Voir la *Nécrologie de Gorter* par Pannekoek dans : "KAZ" (tendance Essen), 6^e année (1927), n° 9.

²⁴ Voir Hermann Gorter, *Die Klassenkampf-Organisation des Proletariats* [L'organisation de lutte de classe du prolétariat], sans lieu, sans date (Berlin 1921), p. 11 sq.

²⁵ *Ibidem*, p. 11.

²⁶ *Ibidem*, p. 12.

²⁷ Voir plus haut le paragraphe sur la scission de l'Opposition communiste de gauche au Congrès de Heidelberg du KPD(S).

²⁸ Voir à ce sujet plus haut le paragraphe relatif à théorie d'Anton Pannekoek sur les masses révolutionnaires et à sa conception de l'organisation.

Cette tendance ne se différençiait pas seulement des autres courants de l'unionisme allemand par ses fondements théoriques d'un autre type. La véritable raison du conflit résidait dans son option pour une certaine centralisation dans la structure de l'AAUD et pour la collaboration de l'Union avec le KAPD, et donc dans des questions tactiques. Pour Schröder, la forme d'organisation bureaucratique-centraliste des anciennes fédérations syndicales n'était évidemment pas acceptable; l'AAU signifiait également pour lui « la mort des bureaucrates »²⁹. Le rassemblement des organisations d'entreprise du bas vers le haut dans des groupes locaux, puis dans des régions économiques et finalement dans la vaste AAUD à l'échelle de l'Empire, sur l'application stricte duquel les Berlinoises insistaient avec fermeté³⁰ devait se faire grâce à des fonctionnaires qui étaient choisis sur la base « de la confiance de leurs semblables » et qui devaient être « révocables à tout moment et soutenus uniquement par des personnes travaillant elles-mêmes »³¹. Ce rassemblement n'avait rien à voir, selon Schröder, avec le centralisme au sens ancien du terme, c'est-à-dire avec « un centralisme qui tient en laisse les masses et les réduit en servitude au nom de quelques-uns »³². Il lui semblait précisément garantir à l'AAU le minimum de rigidité organisationnelle dont une organisation révolutionnaire avait besoin et que ceux de Hambourg et la tendance de Saxe orientale ne voulaient pas reconnaître étant donné l'insistance qu'ils mettaient sur l'indépendance la plus grande possible des différentes entreprises et des différentes régions. La question du rapport entre les unions et le parti politique était encore plus décisive pour le développement de l'AAU (et du KAP) que la querelle portant sur le centralisme ou le fédéralisme. Les fondateurs berlinois du KAPD se présentèrent comme les porte-parole les plus déterminés de la collaboration entre les unions et le parti politique qui les promouvait. Selon Schröder, le KPD(S) avait mal usé de « la masse en tant qu'instrument d'un parti »³³; la lutte s'appliquait à la « dictature d'un seul et à l'ensemble des cliques et des instances organisées »³⁴, mais absolument pas aux chefs. Un rôle dirigeant au sens positif du terme devrait revenir à long terme au KAP vis-à-vis de l'Union; l'Union « reconnaît provisoirement la nécessité d'un parti prolétarien »³⁵. C'est une élite à la vision claire qui s'était rassemblée en lui – qui devrait être essentiellement différent des partis traditionnels³⁶ – et cette élite pratiquait « l'étude de toutes les situations, de tous les événements, l'instruction de ceux qui n'étaient pas encore complètement éclairés »³⁷, elle fournissait donc « une aide pour la naissance et l'éducation »³⁸ de l'Union et elle se rendait elle-même à long terme superflue lorsqu'elle aurait rempli sa tâche. Ce programme très discuté – en particulier ce qui concernait le fait que le parti deviendrait de lui-même dans la pratique progressivement superflu – dressa contre lui beaucoup d'adhérents de l'Union; bien que Hermann Gorter intervint à la mi-1921 avec toute son autorité en sa faveur³⁹, le rapport entre l'Union et le KAP demeura un objet de discussion permanent, y compris dans la tendance majoritaire de l'AAUD.

La fondation du KAPD en avril 1920 avait donné à la tendance berlinoise une telle impulsion que, par une résolution de la première Conférence du Conseil économique national

²⁹ Karl Schröder, *Vom Werden der neuen Gesellschaft*, p. 6.

³⁰ Voir aussi à ce sujet Paul Bötcher, *opus cité*, p. 75 sq.

³¹ Karl Schröder, *Vom Werden der neuen Gesellschaft*, p. 6; voir aussi : *Die Allgemeine Arbeiter-Union (Revolutionäre Betriebsorganisation)* (1921), p. 20 sq.

³² Karl Schröder, *Die Revolutionäre Betriebsorganisation*, p. 7. Voir également : Karl Schröder, *Vom Werden der neuen Gesellschaft*, p. 14 sq.

³³ Karl Schröder, *Die Revolutionäre Betriebsorganisation*, p. 8.

³⁴ *Ibidem*, p. 8.

³⁵ Karl Schröder, *Die Revolutionäre Betriebsorganisation*, p. 8.

³⁶ Voir à ce sujet plus loin le paragraphe sur le Congrès constitutif du KAPD.

³⁷ Karl Schröder, *Vom Werden der neuen Gesellschaft*, p. 14.

³⁸ *Ibidem*, p. 14; voir aussi : *Die Allgemeine Arbeiter-Union* (1921), p. 24-28.

³⁹ Voir Hermann Gorter, *Die Klassenkampf-Organisation des Proletariats*, sans lieu, sans date. Voir aussi plus loin le paragraphe sur l'évolution du KAPD.

qui s'est tenue les 15 et 16 août 1920, le siège du Conseil économique national, et donc l'exécutif suprême de l'AAUD, fut transféré de Hambourg à Berlin⁴⁰, où il resta jusqu'à la fin de l'AAU malgré les demandes occasionnelles de l'opposition en faveur d'un retour à Hambourg⁴¹. Avec les principes directeurs programmatiques pour l'Union, qu'ils présentèrent à la troisième Conférence nationale de l'AAUD du 12 au 14 décembre 1920 à Leipzig⁴², les Berlinois déterminèrent la discussion dans l'unionisme allemand jusqu'à la scission de l'AAU en mars 1922 et ils se confrontèrent, en tant que majorité relativement résolue, à une opposition certes importante mais diffuse. La ligne de démarcation entre la majorité et l'opposition était formée par l'attitude différente prise par rapport à trois questions. Par rapport au caractère obligatoire pour toutes les organisations adhérentes des résolutions des conférences nationales, par rapport au fait de considérer le KAP comme "le cerveau politique"⁴³ des unions et par rapport à l'envoi de délégués au Congrès constitutif de l'"Internationale Syndicale Rouge" (ISR). La querelle autour du centralisme ou du fédéralisme devint sérieuse dès la Conférence nationale de Leipzig à propos de la question de savoir si la Conférence nationale pouvait prendre des résolutions obligatoires; la majorité du Congrès renouvela la résolution formulée dans les statuts de la deuxième Conférence, à savoir que les décisions de cette instance suprême de l'AAU étaient contraignantes si les questions concernées avaient été présentées suffisamment à l'avance à l'ensemble des membres pour qu'une prise de position approfondie leur ait été possible. On ajouta alors que celui qui ne se conformait pas à ce type de décisions se plaçait de lui-même hors de l'AAUD. Les délégués des régions du Nord-ouest, de Saxe orientale et de l'Allemagne occidentale, ne suivirent cependant pas cette invitation étant donné qu'ils ne voulaient voir dans les conférences nationales que des « discussions orientées »⁴⁴. Le manque d'unité de l'AAUD dans les luttes de Mars fut utilisé par une session du Conseil économique national de mai 1921 comme argument pour une centralisation plus énergique : la mauvaise autonomie des différentes régions économiques devait cesser; « un rassemblement rigoureux pour des luttes unitaires, pour la mise en œuvre d'une plateforme fondamentale, fut généralement considéré comme nécessaire »⁴⁵. C'est avec les mêmes arguments et dans une forme plus pointue que Karl Schröder défendit, lors de la quatrième Conférence nationale en juin 1921 à Berlin, dans son rapport principal⁴⁶, « le centralisme du système des conseils du bas vers le haut »⁴⁷ ainsi que le caractère généralement contraignant des résolutions des conférences, et il imposa les principes directeurs programmatiques berlinois de la troisième Conférence nationale à l'encontre des programmes oppositionnels des régions du Wurtemberg et de la Saxe orientale⁴⁸. Dans la question du caractère obligatoire des résolutions des conférences nationales, la majorité, sous l'influence de Berlin, fit un pas décisif qui allait au-delà des statuts d'organisation qui avaient été décidés en mai 1920 sous la prédominance de

⁴⁰ "Der Kampf" (Saxe orientale), 1^o année (1920), n^o 19 : *Der Reichswirtschaftsrat der AAU* [Le Conseil économique national de l'AAU].

⁴¹ Une telle requête de l'Opposition a été rejetée lors de la IV^o Conférence nationale en juin 1921. Voir "Der Kampf" (Saxe orientale), 2^o année (1921), n^o 8.

⁴² "Der Kampf" (Berlin), 1^o année (1920), n^o 35 : *Protokoll der Tagung der Reichskonferenz der AAU* [Procès-verbal de la session de la Conférence nationale de l'AAU] et : *Die Allgemeine Arbeiter-Union* (1921), p. 47 ; voir aussi l'Appendice documentaire n^o XIII.

⁴³ "Der Kampf" (Berlin), 1^o année (1920), n^o 35.

⁴⁴ "Der Kampf" (Berlin), 1^o année (1920), n^o 35 ; voir aussi "Der Kampf" (Berlin), 2^o année (1921), n^o 10 : *Die Opposition innerhalb der AAU* [L'opposition à l'intérieur de l'AAU].

⁴⁵ "Der Kampf", 2^o année (1921), n^o 4.

⁴⁶ Voir "Der Kampf", 2^o année (1921), n^o 8 : *Bericht der Reichskonferenz* [Compte rendu de la Conférence nationale]; voir aussi "Die Aktion", 11^o année (1921), n^o 27/28.

⁴⁷ *Ibidem*.

⁴⁸ Voir le texte des deux ébauches de programme oppositionnelles dans "Die Aktion", 11^o année (1921), n^o 21/22.

Hambourg : on effaça le passage relatif à la prise de connaissance préalable obligatoire des propositions par l'ensemble des membres. Les régions économiques de Saxe orientale, de Saxe occidentale, de Saxe centrale, de la côte, d'Allemagne occidentale, de Hesse rhénane, du Wurtemberg et des parties de l'Allemagne centrale et de la Thuringe, déclarèrent que c'était là une manoeuvre de division de la majorité, mais qu'elles se pliaient « au coup de force de la tendance de Berlin »⁴⁹ afin de prévenir de tels projets scissionnistes. Dans les statuts adoptés par la Conférence nationale de l'AAUD qui s'est tenue du 6 au 9 novembre 1921 à Eisenach, il était dit de manière laconique pour ce qui concerne les conférences nationales : « Leurs résolutions ont une force obligatoire pour toute l'organisation »⁵⁰. En outre, on introduisit de manière complètement nouvelle un "Reichsarbeitsausschuss" (RAA) [Comité national du travail] formé de cinq membres, dont faisaient partie, à côté d'un représentant élu par la conférence nationale, quatre fonctionnaires de la direction de l'AAU – et donc de Berlin –. Ainsi, la prééminence de Berlin fut également garantie par les statuts.

La même tendance évolutive à l'imposition radicale du concept berlinois peut être suivie également dans la détermination du rapport entre les unions et le KAP. Bien que la KAPD ait requis dès sa fondation dans son programme l'AAUD comme une organisation voisine, la Conférence de mai de l'AAUD (1920) ne prit qu'à peine note de cette nouvelle fondation. Ce n'est qu'à la troisième Conférence nationale de décembre de cette même année que s'engagea la discussion entre les porte-parole du KAP et les représentants autrefois prédominants de l'organisation unitaire; la Saxe orientale, l'Allemagne occidentale et – même s'il n'était pas tout à fait déterminé – le Nord-ouest, étaient de clairs adversaires du programme combiné KAP-AAU⁵¹. Afin de consolider son influence dans les unions, le KAP avait, lors de son Congrès de février 1921, obligé expressément ses membres à être actifs de toutes leurs forces dans l'AAU⁵². L'opposition à la quatrième Conférence nationale de juin 1921, qui s'exprima à nouveau par l'intermédiaire des délégués de la Région côtière, de la Saxe orientale et de l'Allemagne occidentale, y vit un pas renouvelé des Berlinoises vers une scission des unions; ce « recrutement forcé pour l'Union » représentait une dictature exercée sur les membres du KAP et n'avait lieu que pour que le parti se procure plus d'influence⁵³. Les propositions de modification de la part de l'opposition au programme berlinois, que la Conférence nationale de Leipzig avait adopté, remplaçaient la reconnaissance du KAP de la part des unions par un refus de principe des partis politiques et déclaraient de manière lapidaire : « L'AAU combat tous les partis politiques parce que leurs formes d'organisation correspondent à l'époque bourgeoise »⁵⁴. En Saxe orientale, la liquidation du KAP par les unions s'était déjà produite dans ce sens en décembre 1920⁵⁵; à Hambourg, l'AAU exclut au début de juin 1921 tous les membres du KAP⁵⁶. Les conceptions berlinoises d'une lutte commune de l'AAU avec le KAP ne s'imposèrent qu'au prix de la scission de fractions considérables du mouvement des unions. De même que la querelle autour du caractère obligatoire des décisions des conférences nationales, la question du rapport avec le KAP fut close à la fin 1921 en raison de la domination de la tendance de Berlin et du début de

⁴⁹ "Der Kampftruf", 2^o année (1921), n^o 8.

⁵⁰ "Der Kampftruf", 2^o année (1921), n^o 29 supplément : *Bericht der Reichskonferenz der AAUD in Eisenach vom 6. bis 9. November 1921* [Compte rendu de la Conférence nationale de l'AAUD à Eisenach du 6 au 9 novembre 1921].

⁵¹ Voir les sujets de discussion lors de la Conférence Nationale de Leipzig dans : "Der Kampftruf", 1^o année (1921), n^o 35; voir aussi "Die Aktion", 11^o année (1921), n^o 27/28

⁵² Voir "KAZ" (Berlin), 1^o année (1921), n^o 178 : *Zur Arbeit der KAPD in der Union* [Le travail du KAPD dans l'Union].

⁵³ Voir *Protokoll der Reichskonferenz* [Procès-verbal de la Conférence nationale] dans : "Der Kampftruf", 2^o année (1921), n^o 4.

⁵⁴ *Ibidem*.

⁵⁵ Voir plus loin le paragraphe sur la tendance syndicaliste révolutionnaire dans le KAPD.

⁵⁶ "Der Kampftruf", 2^o année (1921), n^o 4.

crystallisation organisationnelle de la tendance organisation unitaire autour de l'organisation de la Saxe orientale.

Ce processus fut finalement accéléré par la prise de position différente de la tendance de Berlin d'une part, et particulièrement de la région économique de Saxe orientale d'autre part, pour ce qui concerne la fondation de l'"Internationale Syndicale Rouge" (ISR) qui eut lieu en juin 1921 à Moscou. La Conférence de décembre 1920 des unionistes adopta une résolution qui proclamait l'affiliation de l'AAUD à l'Internationale Communiste « en raison de son programme et de son activité révolutionnaire »⁵⁷; la Saxe orientale, le Wurtemberg, l'Allemagne occidentale et le Brunswick, refusèrent cette résolution et aussi l'admission de l'AAU dans le Komintern comme organisation sympathisante. Ces discussions se déroulaient parallèlement à celles qui avaient pour objet l'admission du KAP dans le Komintern, à laquelle Karl Schröder travailla nommément et que Otto Rühle repoussa après les expériences qu'il connut au II^o Congrès mondial du Komintern durant l'été 1920⁵⁸. La session du Conseil économique national de mai 1921 décida par une majorité des deux tiers d'envoyer une délégation de l'AAUD au Congrès constitutif de l'ISR à l'encontre des voix de l'opposition. Schröder voyait dans la participation à la fondation de cette nouvelle Internationale une occasion souhaitable pour exposer les idées des unionistes allemands au prolétariat mondial⁵⁹ et – après qu'il a fallu considérer cette entreprise audacieuse du KAP dans le cadre du Komintern comme un échec⁶⁰ – pour construire une opposition unioniste dans l'ISR. La position de la délégation de l'AAU au Congrès de Moscou au début de juillet 1921 était cependant sans espoir; l'"opposition syndicale révolutionnaire" du VKPD obtint 11 voix pour les résolutions du Congrès, la FAU (tendance Gelsenkirchen) et l'AAU obtinrent 2 voix chacune⁶¹. Abstraction faite de sa faiblesse quantitative à ce Congrès, l'AAUD fut complètement isolée avec ses thèses syndicales du fait de la prise de position sans ambiguïté du secrétaire général de l'ISR, Lozovski. Dans son rapport fondamental sur "les tâches et la tactique des syndicats", il s'exprima en faveur de la tactique des cellules du VKPD et il déclara que l'affirmation des unionistes allemands selon laquelle les syndicats étaient irrémédiablement contre-révolutionnaires était erronée puisque « les syndicats sont un reflet de la classe ouvrière »⁶². Alors que Schröder repoussait désormais la liaison entre l'ISR et le Komintern, Lozovski annonçait une collaboration étroite des deux Internationales. Le Congrès constitutif de l'ISR fut pour l'AAU un insuccès qui sembla donner raison à la critique de l'opposition concernant de l'envoi de délégués. Le contact de l'AAU avec l'ISR fut bientôt totalement rompu, ce à quoi contribua de manière décisive le déroulement de la discussion du KAP au III^o Congrès mondial du Komintern⁶³; les délégués de l'ISR à la Conférence d'Eisenach de l'AAU en novembre 1921 la quittèrent dès le deuxième jour. Le groupe de la FAU Gelsenkirchen, théoriquement moins conscient, resta membre – même si un membre peu commode – de l'ISR.

Lorsque les trois questions cardinales (caractère obligatoire des résolutions des conférences nationales, position par rapport au KAP et à l'envoi d'une délégation au Congrès constitutif de l'ISR) furent résolues dans la pratique à la fin de 1921 par la scission de

⁵⁷ "Der Kampf", 1^o année (1920), n^o 35.

⁵⁸ Voir plus loin le paragraphe sur la tendance syndicaliste révolutionnaire dans le KAPD. Voir aussi la critique du Komintern de la part de Rühle dans : "Die Aktion", 10^o année (1920), n^o 37/38.

⁵⁹ Voir le rapport principal de Schröder à la Conférence de juin 1921 dans : "Der Kampf", 2^o année (1921), n^o 8.

⁶⁰ Voir plus loin le paragraphe sur le KAPD et la Troisième Internationale.

⁶¹ Voir à ce sujet et pour la suite : *Bericht der Delegation der AAU vom Kongress der Roten Gewerkschafts-Internationale* [Rapport de la délégation de l'AAU au Congrès de l'Internationale Syndicale Rouge], dans : "Der Kampf", 2^o année (1921), n^o 28 supplément.

⁶² "Der Kampf", 2^o année (1921), n^o 28 supplément ; s'y trouvent des extraits des passages du discours qui concernent l'AAU.

⁶³ Voir à ce sujet plus loin le paragraphe sur le KAPD et la Troisième Internationale

l'opposition et quand la prédominance du KAP sur la majorité de l'Union fut établie, une nouvelle cause de conflit pareillement explosive qui divisa l'AAU en deux camps et qui ne résultait pas de luttes internes de tendances mais des conditions sociales qui avaient changé commença à émerger. Après la défaite de l'Action de Mars du VKPD (1921), une léthargie révolutionnaire croissante des travailleurs allemands qui provenait de la nouvelle situation sociale, apparemment désormais définitive, devint perceptible : les forces contre-révolutionnaires dans l'économie, l'armée, l'administration et la justice, influaient activement dorénavant sur les événements politiques du jour⁶⁴. Cette reconnaissance se diffusa au cours de l'année 1921 dans les cercles de l'Union⁶⁵ et elle les obligea à prendre position sur les luttes salariales et les grèves partielles qui déterminaient désormais la politique quotidienne; or cette prise de position n'était contenue sous une forme suffisamment précise ni dans les projets programmatiques de l'AAU, ni dans le programme du KAP. Les différentes positions qui se développèrent au tournant de l'année 1921-22 dans l'unionisme allemand furent de manière flagrante semblables à celles qui étaient vérifiables dans le syndicalisme révolutionnaire allemand après l'Action de Mars. L'activisme fiévreux des cercles qui gravitaient autour de l'organe de l'AAU pour la Rhénanie-Westphalie, "Der Klassenkampf", est comparable au besoin d'action de l'opposition de la Ruhr autour de la "Schöpfung" dans la FAUD; un groupe plus important dans l'AAU, assemblé autour de Karl Schröder, refusait rigoureusement toute participation de l'AAU aux luttes économico-politiques quotidiennes et montrait une inflexibilité doctrinaire qui – avec des contenus complètement différents – rappelle l'attitude de la Commission Commerciale de la FAUD; comme dans la tendance de Gelsenkirchen, l'opinion selon laquelle la participation aux luttes pratiques quotidiennes était absolument nécessaire s'imposa finalement dans la majorité de l'AAU. Le fondement théorique commun, qui était à la base des attitudes divergentes dans l'AAU et avec laquelle les objectifs sociaux-révolutionnaires de l'Union étaient justifiés dans une situation qui apparemment n'était plus révolutionnaire, était constitué par les thèses de la "crise mortelle du capitalisme" qui furent formulées à partir de 1921 par le KAPD⁶⁶ et qui, malgré tous les signes contraires, considéraient que le stade présent du capitalisme était son stade ultime définitif. La Conférence nationale d'Eisenach de l'AAU en novembre 1921 négligea, par-delà la discussion sans fin sur le programme et les statuts, de prendre position par rapport aux questions actuelles relatives au comportement dans les grèves salariales et partielles, bien que l'on ait déjà donné des réponses contradictoires à ces questions. Le "Kampfbruf" berlinois avait déjà expliqué à l'époque de la Conférence⁶⁷ que, sous la contrainte de la situation, de la stagnation momentanée de la révolution, la lutte de l'Union pour des salaires plus élevés et de meilleures conditions de travail ne devait pas être évitée; mais il était indispensable dans ces conditions que l'on détruise l'illusion selon laquelle, en atteignant ces objectifs immédiats, une amélioration de la situation des prolétaires serait réellement obtenue; une telle amélioration n'était pas possible à l'intérieur du capitalisme; aussi, l'on ne devait à aucun moment voir dans ces mesures tactiques dictées par la situation la tâche essentielle de l'Union, car ce serait une rupture avec toute la tactique appliquée jusqu'à présent. « Aussi longtemps que l'Union aura en vue le but éminent de la révolution prolétarienne, le danger que la participation aux luttes salariales procure du terrain à l'opportunisme n'est pas trop

⁶⁴ Voir à ce sujet Arthur Rosenberg, *Geschichte*, p. 100sq.

⁶⁵ Voir à ce sujet : "Der Klassenkampf", 3^e année (1922), n^o 4 : « Le premier assaut de la révolution prolétarienne a été repoussé avec succès par la bourgeoisie internationale et par les syndicats d'Amsterdam qui sont alliés avec elle ». "Der Kampfbruf", 2^e année (1921), n^o 34 : « La première vague d'assaut de la révolution en Allemagne est passée. Le temps des affrontements armés directs, l'occupation des bâtiments gouvernementaux, etc., a cédé la place à une période plus calme ».

⁶⁶ Pour les détails, voir plus loin le paragraphe sur le Centre berlinois du KAPD.

⁶⁷ "Der Kampfbruf", 2^e année (1921), n^o 26-28 : *Die Stellung der Union zu den Lohnkämpfen* [La position de l'Union par rapport aux luttes salariales].

grand »⁶⁸. Cette position, que la majorité de l'AAU avait finalement fait sienne et qui avait été défendue durant les premiers mois de l'année 1922 dans la KAZ de Berlin contre celle du cercle de Schröder, ne mettait pas suffisamment l'accent sur l'action pour les unionistes gravitant autour du "Klassenkampf" de Düsseldorf. Ils voyaient une tactique adéquate pendant la phase de stagnation actuelle dans une sorte de gymnastique révolutionnaire, dans la constitution de comités d'action qui auraient pour tâche l'occupation sporadique, pour ainsi dire à titre d'essai, d'entreprises et la confiscation d'entrepôts de vivres⁶⁹; « des grèves et des occupations d'entreprises, la confiscation organisée de vivres et d'autres objets, la prise du pouvoir public dans certaines localités, même si c'est pour peu de temps, tout cela constitue des actions que l'Union doit se charger de diriger »⁷⁰. Une série d'articles vivement controversée, parue dans le "Kampfbruf" de Berlin et émanant du cercle berlinois étroit de Schröder, prit à partie ces deux projets tactiques⁷¹. Leur auteur – probablement Karl Schröder lui-même – voyait très nettement les points faibles des deux projets. Il mettait en évidence dans l'opposition de Düsseldorf le besoin d'agir en quelque sorte furieux et il désavouait son « activité à tout prix »⁷². Mais il considérait comme beaucoup plus dangereux le mot d'ordre de la participation aux luttes salariales; une telle participation serait un pas de l'AAU révolutionnaire vers le "réformisme"⁷³, vers la prise en charge de fonctions syndicales et par conséquent vers l'abandon du caractère social-révolutionnaire, cherchant à faire sauter le système, de l'Union. Si les dangers des deux positions opposées pouvaient être caractérisés de manière jusqu'à un certain point exacte, c'est une attitude fondamentale doctrinaire qui se dessinait, avec cet entêtement à conserver une tactique révolutionnaire pure dans une phase qui, selon tous les indices, n'était plus réellement révolutionnaire; elle s'appuyait théoriquement sur l'argumentation – qui n'est pas défendable avec les catégories marxistes – selon laquelle la lutte pour des salaires plus élevés était une lutte pour une part plus grande de propriété privée : « L'objet de lutte de l'Union Ouvrière Générale n'est pas un morceau de la propriété privée capitaliste, mais la propriété privée capitaliste en général »⁷⁴. Les unionistes ne devaient en aucun cas se comporter de manière indifférente dans la lutte quotidienne pour l'existence et contre le capital, mais cette lutte n'était pas l'affaire de l'Union mais le problème de chaque unioniste en tant qu'"individu"; l'AAU organisait « la classe prolétarienne dans le but exclusif de l'abolition directe du capitalisme comme système; la défense des intérêts personnels des travailleurs individuels à l'intérieur du capitalisme n'est pas de son ressort »⁷⁵. Cette nouvelle théorie – qui en réalité offrait assez de surfaces d'attaque – poussa Karl Schröder à la défensive au sein de la tendance berlinoise que lui et ses amis avaient menée à la prépondérance dans l'unionisme allemande. Sa "théorie de l'individu" ou bien – comme on le disait aussi – son "individualisme" fournit l'occasion de résoudre les tensions personnelles et théorico-tactiques qui existaient déjà dans le KAP berlinois par l'exclusion de Schröder et de son cercle étroit d'amis⁷⁶. La réplique à la série d'articles de ce dernier dans le "Kampfbruf"

⁶⁸ "Der Kampfbruf", 2^e année (1921), n^o 28.

⁶⁹ Voir à ce sujet l'article, qui a déclenché la discussion, d'un porte-parole de l'AAU de Rhénanie-Westphalie dans : "Der Kampfbruf", 2^e année (1921), n^o 34 : *Neue Wege im Klassenkampf* [De nouveaux moyens dans la lutte des classes]. Voir aussi la critique qu'en a fait Schröder, accompagnée d'une contre-critique dans : "Der Kampfbruf", 3^e année (1922), n^o 4.

⁷⁰ *Ibidem*.

⁷¹ "Der Kampfbruf", 3^e année (1922), n^o 4-8 : *Die Union - was sie ist und was sie nicht ist* [L'union - ce qu'elle est et ce qu'elle n'est pas].

⁷² "Der Kampfbruf", 3^e année (1922), n^o 2 : *Neue Wege im Klassenkampf* [De nouveaux moyens dans la lutte des classes ?].

⁷³ Voir aussi : "Der Kampfbruf", 3^e année (1922), n^o 5 : *Das Wesen des modernen Reformismus* [La nature du réformisme moderne].

⁷⁴ "Der Kampfbruf", *ibidem*.

⁷⁵ "Der Kampfbruf", 3^e année (1922), n^o 4.

de Berlin eut lieu dans la KAZ berlinoise⁷⁷; on y démontrait – en faisait fortement appel au ressentiment répandu contre les intellectuels – que l'attitude suggérée par le cercle de Schröder condamnait l'AAU à l'attentisme complet, à la passivité et à briser les grèves : « L'unioniste doit donc à l'avenir défendre ses intérêts économiques uniquement comme bon lui semblera et attendre pour le reste que le moment de l'abolition directe du capitalisme soit arrivé »⁷⁸. L'initiative de l'exclusion venait du KAPD; c'est lors d'une session du Comité Central du parti les 5 et 6 mars 1922 que Karl Schröder fut exclu en compagnie d'Arthur Goldstein et d'Emil Sach; l'AAU du Grand-Berlin approuva ce verdict par environ 1 000 voix contre 20⁷⁹; les théoriciens dirigeants de l'unionisme allemand étaient ainsi encore une fois écartés après avoir contribué de manière décisive à sa propre compréhension. Arthur Goldstein se joignit bientôt à Paul Levi et il retourna avec le reste de l'USPD au SPD⁸⁰. Karl Schröder au contraire ne se donna pas aussitôt pour battu; avec une aide financière des cercles du KAP d'Essen et sur la base d'une vive agitation, il réunit une minorité du KAP et de l'Union autour de ses thèses et il constitua la soi-disant "tendance d'Essen" du KAP et de l'AAU⁸¹. Dans les années suivantes, la tendance de Berlin et la tendance d'Essen éditèrent chacune leur propre KAZ et leur propre "Kampftruf".

L'évolution ultérieure de la tendance majoritaire désormais divisée est caractérisée par le fait que, dans la tendance d'Essen et dans la tendance de Berlin, le KAP et l'AAU se rapprochèrent de manière encore plus étroite. Dans la tendance de Berlin, une position de force jusqu'à présent inhabituelle fut accordée à la région économique du Grand-Berlin, bientôt la seule région ayant un nombre relativement important d'adhérents et étant indemne du point de vue organisationnel; le Comité national du travail par exemple n'était plus responsable devant la Conférence nationale mais devant l'AAU de Berlin⁸². La cinquième Conférence nationale de cette tendance en juin 1922 se tint sous le signe de la division, et de l'auto-affirmation de la justesse de la théorie de la "crise mortelle" ainsi que de l'adoption de la tactique de la participation aux luttes salariales; on en vint même à ce qu'une délégation de l'AAU de Berlin participe à un congrès des conseils d'entreprise légaux, mais cela ne provoqua aucun rapprochement. La misère due à l'inflation qui augmentait de façon monstrueuse apporta en 1923 aux cercles activistes gravitant autour du "Klassenkampf" de Düsseldorf une résonance considérable dans la tendance de Berlin de l'Union. À la sixième Conférence nationale, au début d'avril 1923, la direction de l'AAU de Berlin se fit reprocher un manque d'activité; ceux de Düsseldorf renouvelèrent leur proposition de former des "comités d'action" avec d'autres organisations sociales-révolutionnaires afin – comme une conférence de fonctionnaires du Grand-Hambourg le demandait dans le même sens – d'« intervenir activement dans toutes les luttes de la classe ouvrière, avec toutes les forces, sous les mots d'ordre de la révolution »⁸³. Les Berlinoises refusèrent de construire sur « un

⁷⁶ Pour les détails, voir le paragraphe sur le Centre berlinois du KAP ; voir aussi Paul Herberg, *loc. cit.*, p. 218 sq.

⁷⁷ "KAZ" (Berlin), 3^e année (1922), n^o 9 : *Was geht in der Union vor ?* [Que se passe-t-il dans l'Union ?] et : n^o 10-12 : *Die Union - Was sie nicht ist und was sie sein soll* [L'Union - ce qu'elle n'est pas et ce qu'elle doit être]. Ce dernier article provenait d'un membre du Comité Principal de Gestion du KAPD.

⁷⁸ "KAZ" (Berlin), 3^e année (1922), n^o 19 : *Offenes Rundschreiben an alle Mitglieder der Partei* [Circulaire ouverte à tous les membres du parti].

⁷⁹ *Ibidem*.

⁸⁰ Voir le Rapport de la séance du Comité Central du KAP du 24/09/1922 dans : "KAZ" (tendance Berlin), 3^e année (1922), n^o 67.

⁸¹ Pour ce qui concerne les rapports de force des deux orientations, voir plus loin le paragraphe sur les tendances qui s'affrontent sur les questions d'organisation dans les groupes radicaux de gauche.

⁸² Voir le Rapport sur l'organisation de la VI^e Conférence nationale dans : "KAZ" (tendance Berlin), 4^e année (1923), n^o 14.

⁸³ "KAZ" (tendance Berlin), 4^e année (1923), n^o 24.

mélange d'Union, de syndicalistes révolutionnaires et de gens du KPD » et de se « rendre ridicules à cause de badinages révolutionnaires »⁸⁴. De par cette attitude étrangement rigide, l'AAUD fut ensuite condamnée précisément à une complète inefficacité quand sa théorie de la "crise mortelle du capitalisme" sembla se confirmer du fait de l'évolution économique; elle finit dans la même aporie que la FAUD(S). D'après ses propres données, la tendance de Berlin de l'AAUD n'avait plus à la fin de 1922 qu'environ 12 000 adhérents dans tout l'Empire⁸⁵. Comme le matériel de presse et de brochures de l'AAUD de la tendance de Berlin le démontre⁸⁶, l'organisation tomba aussi sur le plan théorique dans une répétition stérile de ses principes et dans un éloignement de plus en plus grand par rapport à la masse des ouvriers. La tendance de Berlin eut ce destin en commun avec la tendance d'Essen, qui, selon les informations de la KAZ berlinoise, ne comptait plus à la fin de 1922 que 600 adhérents⁸⁷. En mettant en avant de manière quelque peu agressive dans leur "Kampffruf" des mots d'ordre contre les conseils d'entreprise légaux et en y condamnant les luttes salariales comme "réformistes"⁸⁸, ceux d'Essen avaient la prétention de continuer la véritable tradition de l'AAU, et ils convoquèrent une série de conférences nationales propres. Mais des nouvelles sur l'organisation allaient bientôt faire totalement défaut dans le "Kampffruf" d'Essen. Les deux tendances purent en 1923 améliorer légèrement le nombre de leurs membres en raison du désarroi inflationniste, mais elles retombèrent à peu près à leur état de fin 1922 du fait de la destruction de régions économiques entières et de l'interdiction de leur presse de novembre 1923 à février 1924⁸⁹. Elles durent constater – plus ou moins résignées – toutes les deux de la même manière, dans les années suivantes, la disproportion énorme – ainsi qu'elles le comprirent – entre la situation objectivement révolutionnaire avant comme après et la conscience révolutionnaire peu développée du prolétariat. Étant donné la stérilité théorique croissante de l'unionisme allemand, l'évolution vers une secte politique, qui ressasse ses principes à côté de l'événement politique du jour et sans être touchée par eux, était inévitable. Une autocritique émanant des rangs de l'Union de mai 1931 caractérisait l'évolution de l'organisation après 1921 : une profonde rupture entre la théorie et la pratique de toutes les organisations communistes de gauche; « bien qu'édifiées d'après le principe des conseils, il se développa selon un rythme rapide, par suite d'une activité exclusivement idéologique, des cliques de chefs qui se firent la guerre entre elles de la façon la plus violente. Une véritable fièvre de scission s'installa qui se traduisit par un isolement progressif sous des formes de plus en plus débridées »⁹⁰. Cependant, l'Union fit preuve d'une force étonnante de persévérance; c'est dans une friction désormais constante avec le KAP que s'imposèrent dans les restes de la tendance majoritaire de l'AAUD les forces qui, sous le mot d'ordre d'une

⁸⁴ *Ibidem*. L'AAU de Berlin avait déjà rejeté en 1921 les thèses sur les actions communes avec la FAUD(S). Voir "Der Kampffruf", 2^e année (1921), n^o 2 : *Wir und die Syndikalisten* [Nous et les syndicalistes révolutionnaires].

⁸⁵ "KAZ" (tendance Berlin), 3^e année (1922), n^o 84.

⁸⁶ Voir *Die Allgemeine Arbeiter-Union (Revolutionäre Betriebsorganisation)* édité par le District économique de Berlin-Brandebourg de l'AAU, Berlin 1923, avec les statuts et les lignes directrices programmatiques légèrement modifiés de 1921. Et - avec la brochure précitée qui n'est pas identique - : *Die Allgemeine Arbeiter-Union (Revolutionäre Betriebsorganisation)* édité par l'AAUD, Berlin 1923, une nouvelle édition de la brochure avec le même titre qu'en 1921.

⁸⁷ "KAZ" (tendance Berlin), 3^e année (1922), n^o 84.

⁸⁸ Voir par exemple "Der Kampffruf" (tendance Essen), 1^e année (1922), n^o 15 : *Der historische Weg der AAU* [Le chemin historique de l'AAU] ; "Der Kampffruf" (tendance Essen), 2^e année (1923), n^o 10 : *Die Grundlagen und Aufgaben, der AAU, zur Reichskonferenz* [Les fondements et les tâches de l'AAU, pour la Conférence nationale].

⁸⁹ Voir la Rapport de la Conférence nationale combinée KAP/AAU (tendance Essen) dans : "Proletarier", 5^e année (1924), n^o 10.

⁹⁰ *Kritik an den Waffen. Eine Betrachtung über wirtschaftliche und politische Arbeiterorganisationen, ihr Wesen, ihre Rolle im proletarischen Klassenkampf* [Critique des armes. Une considération sur les organisations ouvrières économique et politiques, leur nature, leur rôle dans la lutte de classe prolétarienne], édité par le District d'Allemagne centrale de l'AAU, tapuscrit inédit 1931, p. 37.

"tactique flexible", poussèrent à la participation active de l'Union à toutes les luttes quotidiennes des travailleurs. Avec la percée de ces forces, se produisit la « liquidation pratique du KAP »⁹¹ lequel cherchait à exercer une influence en sens inverse, et l'Union démontra finalement encore une fois son indépendance par rapport au parti, avant lequel elle avait déjà existé et auquel elle survivra. Dans une Conférence de réunification du 24 au 27 décembre 1931, elle fusionna avec les restes de l'AAUE en une "Union Ouvrière Communiste d'Allemagne" (KAUD) et elle ne fut détruite que par la prise du pouvoir par les nationaux-socialistes; le dernier numéro du "Kampfbruf" berlinois, en tant qu'organe de la KAUD, parut en février 1933.

Les tendances les plus importantes que le courant majoritaire de l'Union rejeta au cours de sa phase de consolidation de 1920 à 1921 et qui offrirent leur propre programme alternatif, furent, d'une part, l'unionisme industriel de Brunswick, dans lequel se mettait en évidence de manière la plus durable l'héritage IWW de l'AAU, et d'autre part, la tendance organisation unitaire qui s'autonomisa à partir de l'automne 1921 et se constitua en tant que "Union Ouvrière Générale, Organisation unitaire" (AAUE).

3. L'unionisme industriel de Brunswick

Les influences directes des IWW sur l'unionisme allemand se bornèrent à une certaine aide de départ idéologique et probablement aussi financière¹. Après l'élimination de Wolffheim, Karl Roche témoigna il est vrai, lors de la Conférence nationale de Leipzig en décembre 1920, d'un contact vivant de l'Union de Hambourg avec les IWW américains², mais il souligna en même temps que l'AAU ne pouvait copier ni les IWW ni les WIIU. C'est dans cette dernière organisation, une scission des IWW favorable au parti, qui se dénomma à partir de 1915 "Workers International Industrial Union" (WIIU)³, que Karl Dannenberg⁴ était devenu actif avant la guerre mondiale en tant que rédacteur et il essaya d'influencer dans ce sens, à partir de Brunswick, le mouvement unioniste en Allemagne⁵. Il y parvint en particulier en 1920 dans la région industrielle de l'Allemagne centrale grâce à la parution d'une revue éditée à Brunswick, "Allgemeine Arbeiter-Union", et par une agitation écrite et orale. L'idée du syndicat d'industrie révolutionnaire, qui avait joué un rôle essentiel dans les premiers projets de programme de l'opposition syndicale communiste de gauche⁶ et qui correspondait à une tendance déjà existante dans les syndicats, occupait une position centrale dans son agitation. Avec un point de vue unilatéral semblable à celui des fanatiques de l'organisation unitaire et avec une grande habileté pédagogique, Dannenberg plaçait la réussite de la révolution prolétarienne dans un rapport de causalité avec l'organisation correcte des forces révolutionnaires. Les fédérations syndicales existantes étaient, d'après son

⁹¹ *Kritik an den Waffen*, p. 38.

¹ Voir plus haut le paragraphe relatif au programme syndical communiste de gauche et les débuts de l'unionisme allemand.

² "Der Kampfbruf", 1^o année (1920), n^o 35.

³ Voir à ce sujet Hans Bötcher, *opus cité*, p. 45 sq., et : Fred Thompson, *opus cité*, p. 38 sq.

⁴ La police politique échoua pratiquement en 1920 à établir les éléments biographiques sur l'Américano-allemand Dannenberg, voir pol. Akt. der Reg. Düsseldorf, n^o 15809/2. Les propres investigations de l'auteur sont restées également infructueuses.

⁵ Karl Danneberg, *Warum AAU ? Revolutionäre Klassenaktion versus Bonzentum* [Pourquoi l'AAU ? L'action de classe révolutionnaire contre les bonzes], Brunswick, sans date (1919).

⁶ Voir à ce sujet le paragraphe sur les mouvements de grève spontanés pendant la guerre et sur les radicaux de gauche de Hambourg.

opinion, inutilisables à cause de leur pratique réformiste, parce qu'elles ne mettaient en valeur la révolution « que comme objectif final, mais qu'elles propageaient une série infinie de moyens palliatifs et de réformes comme revendications du présent »⁷; mais avant tout, leur organisation en syndicats de métier ou de profession était désuète car elle n'était en aucune façon adaptée « au caractère hautement centralisé de l'industrie moderne »⁸. Comme les autres unionistes, Dannenberg voulait voir la base de l'organisation révolutionnaire de lutte économique à créer de manière nouvelle directement sur le lieu de la production; cependant pas dans les toutes petites cellules des organisations d'entreprise, mais dans les différentes industries dont les ouvriers devaient se réunir de manière strictement centralisée et puissante dans de vastes syndicats. Contrairement aux anciens syndicats, les ouvriers devaient s'organiser « non pas selon leur spécialité particulière, non pas selon l'outil qu'ils utilisent ou bien selon la matière première ou le matériau qu'ils façonnent par hasard, mais selon la nature du produit qu'ils fabriquent, en d'autres termes, selon l'industrie dans laquelle ils sont actifs »⁹. Toute la vie économique pouvait se résumer, selon les idées de l'unionisme industriel, en six groupes d'industrie : 1.) l'agriculture, la terre, la pêche et les produits de l'eau, 2.) l'extraction minière, 3.) les transports et les communications publiques, 4.) les manufactures et la production générale, 5.) le bâtiment et les travaux publics, 6.) les entreprises et les institutions publiques¹⁰. Chacun de ces groupes d'industrie – subdivisés encore une fois régionalement et en fonction du domaine de production – devait former une unité de lutte au cours de l'époque de transition révolutionnaire et une grande unité administrative dans la nouvelle société future¹¹.

Cette conception modéliste de l'unionisme industriel révolutionnaire, qui se présentait dans le détail beaucoup trop exclusivement comme un contre-modèle de l'"American Federation of Labor" (AFL), et qui n'était pas adaptée aux conditions spécifiques allemandes du syndicalisme, suscita cependant l'intérêt de certains cercles ouvriers dans lesquels la compréhension de la nécessité d'une réorganisation syndicale par fédérations d'industrie s'était imposée¹². Cet intérêt ne fut pas immédiatement repoussé par les unionistes de Brunswick – comme ce fut le cas pour la majorité de l'unionisme allemand – du fait du refus strict des partis ouvriers, du SPD jusqu'au KPD. De même que, en Amérique, la WIIU agissait en liaison étroite avec le "Socialist Labor Party" (SLP¹³), sa filiale allemande à Brunswick chercha le contact avec les grands partis ouvriers et elle y parvint temporairement

⁷ Karl Dannenberg, *Der Weg zur Macht, oder : Die konstruktiven Grundlagen des Sozialismus* [Le chemin vers le pouvoir, ou : Les fondements de construction du socialisme], sans lieu, sans date, p. 16.

⁸ *Ibidem*, p. 18.

⁹ *Ibidem*, p. 24.

¹⁰ Voir *ibidem* p. 23. Voir aussi pour le détail les brochures traduites et éditées par Dannenberg : Daniel de Leon, *Die Prinzipienklärung der IWW, oder : Die geschichtliche Bedeutung des sozialistischen Industrie-Unionismus im Sozialisierungsprozess* [La déclaration de principe des IWW, ou : La signification historique de l'unionisme industriel dans le processus de socialisation], Brunswick sans date ; et : Eugene Debs, *Der sozialistische Industrie-Unionismus, oder : Rückständiger Fachegoismus gegenüber revolutionärer Klassen-solidarität* [L'unionisme industriel socialiste, ou : L'égoïsme de catégorie rétrograde à l'opposé de la solidarité de classe révolutionnaire] traduit de l'anglais et remanié par Karl Dannenberg, édité par le Deutsch Press-Komitee, Literatur-Büro der WIIU, Hoboken, New Jersey 1920.

¹¹ Voir aussi Hans Bötcher, *opus cité*, p. 29 sq.

¹² Dannenberg s'adressait expressément à ces milieux-là : « Depuis l'effondrement de la II^e Internationale, il s'est développé, y compris dans le mouvement socialiste de ce pays, une grande insatisfaction à l'égard des anciennes conceptions théoriques et tactiques qui ont été quasiment sacralisées par la tradition... Comme l'on peut le voir aux déclarations programmatiques de presque l'ensemble des partis socialistes, ils semblent tous minauder avec l'idée de l'unionisme industriel... Il faut recommander tout particulièrement à ces éléments une étude de cet ouvrage ». Avant-propos de Dannenberg à : Eugene V. Debs, *De sozialistische Industrie-Unionismus* [L'unionisme industriel socialiste], p. 8.

¹³ Le chef de la WIIU, Daniel de Leon, était en même temps le chef du SLP fondé en 1874. Jusqu'à sa mort en 1914, le parti joua un rôle déterminant pour cette branche parallèle des IWW, mais il perdit en importance avec la WIIU. La WIIU s'est dissoute en 1921. Voir Fred Thompson, *opus cité*, p. 40

avec des cercles de l'USPD de gauche. En particulier Ernst Däumig et Richard Müller, entre autres, sympathisèrent, au tournant de l'année 1920-21, avec les idées de Dannenberg, et ils s'engagèrent à une déconcentration partielle de l'organisation centraliste de l'ADGB par la création de fédérations d'industrie autonomes¹⁴. Cependant, à cette époque-là, l'unionisme industriel de Brunswick était déjà complètement isolé dans l'AAUD, en particulier du fait qu'il copiait strictement le modèle américain; la déclaration de principes que l'AAU de Brunswick présenta par exemple aux conférences nationales de l'AAUD n'était qu'une traduction légèrement retouchée de la déclaration de principes des IWW de l'année 1907¹⁵. Il manquait finalement dans cette tendance les deux impulsions essentielles du mouvement unioniste allemand : l'idée de l'organisation d'entreprise et la volonté de former une organisation fédéraliste et anti-bureaucratique. En outre, il ne pouvait être question, de manière à ce que cela ait un sens, d'une structure aussi vaste que la fédération d'industrie que si des fractions considérables des ouvriers d'une industrie étaient organisées de façon unioniste. Mais puisque, même dans les mines et la métallurgie, les unionistes ne formaient qu'une très faible minorité, l'idée de la fédération d'industrie, considérée au début comme si importante, devait bientôt perdre de son actualité; c'est ici la même évolution qui se manifesta tendanciellement aussi bien dans l'AAU que dans le syndicalisme révolutionnaire allemand où la construction de fédérations d'industrie fut certes envisagée, mais ensuite conservée comme fragment. Tous ces facteurs eurent pour conséquence que la majorité de l'AAUD et son opposition ne furent d'accord que sur un seul point à la Conférence de décembre 1920 : la condamnation de la tendance de Brunswick. Un délégué d'Allemagne centrale discuta expressément de la question de "l'unionisme de région ou d'industrie" et plaida pour la conservation de la division de l'AAUD en régions économiques¹⁶. Roche qualifia les efforts de Dannenberg de tentative de « formation de cellules socialistes de droite dans l'Union »¹⁷ et le "Kampfbruf" berlinois parla « de boniments sociaux-démocrates de nuance dannenbergienne »¹⁸, dont l'Union était heureusement sur le point de se débarrasser rapidement et unanimement. Le rapport de situation de la police politique notait en juin 1921 que l'unionisme de Brunswick s'était effondré et que "l'agent américain Dannenberg" avait disparu sans laisser de traces¹⁹.

4. L'"Union Ouvrière Générale, Organisation unitaire" (AAUE)

La tendance organisation unitaire, qui exista depuis le début dans l'unionisme allemand, et qui s'autonomisa dans l'opposition à la tendance de Berlin dans l'AAUD et sous la direction des régions économiques de la Saxe orientale et l'Allemagne du Nord-ouest, joua un rôle plus important que l'unionisme industriel de Brunswick. Conformément à l'exigence d'en finir avec la division des organisations ouvrières en associations politiques et économiques,

¹⁴ Pol. Akt. der Reg. Düsseldorf, n° 15809/2.

¹⁵ Voir le texte dans : Karl Dannenberg, *Der Weg zur Macht*, p. 1. Comparer avec le texte de la Déclaration de principe des IWW de l'année 1907 dans : Fred Thompson, *opus cité*, p. 1.

¹⁶ Voir "Der Kampfbruf", 1^o année (1920), n° 35.

¹⁷ *Ibidem*.

¹⁸ *Ibidem*.

¹⁹ Pol. Akt. der Reg. Düsseldorf, n° 15536/95.

les unionistes procédèrent à la dissolution du KAP à Dresde dès décembre 1920¹ et à Hambourg en juin 1921². Le délégué de la Saxe orientale au bureau d'organisation de l'AAUD fut exclu dès juin 1921, parce que – selon son propre jugement – « l'opposition ne pouvait pas se mettre d'accord avec la tendance de Berlin »³. L'opposition tout entière à la tendance de Berlin victorieuse avait évité encore une fois au cours du même mois, lors de la quatrième Conférence nationale des unionistes, la rupture organisationnelle sans pouvoir en fin de compte l'empêcher; les membres des régions économiques oppositionnelles refusèrent d'approuver l'attitude de leurs délégués à la quatrième Conférence de l'AAU et ils repoussèrent inconditionnellement le programme de Berlin, après que le Comité national du travail, dominé par les Berlinoises, eut exclu tous les unionistes qui ne voulaient pas reconnaître le caractère obligatoire des résolutions de la conférence nationale. La scission qui était due aux divergences existant depuis longtemps sur les questions de la centralisation, du rapport avec le KAP et de la position de l'Union vis-à-vis de l'ISR et du Komintern, fut accélérée particulièrement par la stagnation du développement révolutionnaire en Allemagne après la défaite de l'Action de Mars (1921) du VKPD; l'organisation ayant été coupée des possibilités objectives d'une action couronnée de succès par la victoire des forces contre-révolutionnaires, les querelles tactiques et personnelles commencèrent à se donner libre cours à l'intérieur de toutes les organisations radicales de gauche.

C'est la région économique de la Saxe orientale qui avait rompu le plus précocement avec le KAP; elle avait à offrir, avec les thèses d'Otto Rühle⁴, une alternative au programme de Berlin dans le mouvement des unions. En continuant le travail en commun qu'ils avaient mené dans le KAP des débuts, Rühle et Pfemfert devinrent les leaders théoriques du rassemblement de l'opposition dans l'AAU; l'"Aktion" de Pfemfert fut une plateforme de discussion à partir du début de 1921; un bureau d'information de l'opposition fut ouvert tout d'abord à Leipzig. À la quatrième Conférence nationale de l'AAU en juin 1921, furent présentées par l'opposition⁵ deux projets de lignes directrices qui tous deux – ainsi que Rühle le formula – étaient dictés par la résistance à « la tutelle et à la domination d'une mince couche de gens du KAP sur l'AAU »⁶. Le second de ces projets, qui fut proposé par la Saxe orientale et sur lequel les partisans de l'organisation unitaire s'étaient déjà mis d'accord lors de la session du Conseil économique national d'Eisenach en mai de cette même année, fut adopté en octobre 1921, en tant que "directives de l'Union Ouvrière Générale (Organisation unitaire)"⁷, au cours de la première Conférence nationale indépendante de l'opposition à Leipzig. Ces directives ne différaient – abstraction faite de la revendication fondamentale de l'organisation unitaire – que sur l'accent mis sur quelques points par rapport au programme de l'AAU de Berlin; elles rejetaient absolument « les chefs professionnels » et exigeaient le volontariat dans toutes les fonctions de l'organisation (points 6 et 7); elles indiquaient de manière plus marquée le but de la « société sans domination » pour laquelle la « dictature du prolétariat en tant que classe » devait être un stade transitoire (point 3). Les tâches immédiates de l'AAU, désignées dans le point 4, apparaîtraient aussi, du fait de leur caractère abstrait, difficilement inacceptables aux partisans de la tendance majoritaire de l'AAU. Ces lignes directrices se présentaient apparemment comme un programme minimal qui devait

¹ Voir à ce sujet plus loin le paragraphe sur la tendance syndicaliste révolutionnaire dans le KAPD.

² Voir à ce sujet plus haut le paragraphe sur la tendance majoritaire dans l'AAU.

³ "Der Kampf", 2^e année (1921), n° 8.

⁴ Voir plus loin à ce sujet la tendance syndicaliste révolutionnaire dans le KAP.

⁵ Voir "Die Aktion", 11^e année (1921), n° 21/22.

⁶ "Die Aktion", 11^e année (1921), n° 21/22 : Otto Rühle : *Aufruf an die Opposition in der AAU* [Appel à l'Opposition dans l'AAU].

⁷ "Die Aktion", 11^e année (1921), n° 41/42 : *Rapport de la Conférence unitaire de l'AAU* : « La Conférence nationale d'aujourd'hui considère les directives de la Saxe orientale comme les directives fondamentales de l'organisation unitaire ». Voir le texte des directives dans l'Appendice documentaire n° XV.

faciliter le rassemblement du plus grand nombre possible d'unionistes oppositionnels qui n'étaient aucunement d'accord entre eux. La position de la Conférence constitutive de l'AAUE, relative la question actuelle de la participation aux grèves ayant des objectifs salariaux, ne se différençait pas non plus dans la pratique de celle que la majorité de l'AAU de la tendance de Berlin prit six mois plus tard contre ceux d'Essen. La Conférence se déclara par principe exclusivement en faveur des grèves de masse à caractère révolutionnaire et contre les luttes salariales; mais elle concéda que les membres de l'Union puissent, lors de l'éclatement de telles luttes, « ne pas rester à l'écart au nom de la solidarité prolétarienne »⁸. Lors de la Conférence constitutive de Leipzig, treize régions étaient totalement ou partiellement représentées par 23 délégués; la force numérique de cette scission, et donc la perte d'adhérents de l'AAU, ne peut pas être établie; elle ne doit pas être fixée trop bas, bien que l'information donnée par Pfemfert en décembre 1922 selon laquelle son organisation comprendrait 60 000 membres soit peu plausible à ce moment-là⁹. Il apparaissait à l'observateur contemporain à la mi-année 1922, sous l'impression toute fraîche de la scission renouvelée de l'AAU en tendance de Berlin et en tendance d'Essen, que l'AAUE représentait la tendance montante à l'intérieur de l'unionisme allemand¹⁰; mais, après la force d'attraction momentanée que toutes les nouvelles organisations exerçaient à l'instant de leur fondation sur l'extrême gauche, le processus de désintégration, déterminée par la défaveur plus grande de la situation sociale, commença dans l'AAUE de manière plus véhémence et plus variée que dans les autres organisations radicales de gauche.

Le véritable noyau de cristallisation de toute l'organisation restait la région économique de la Saxe orientale, dont le programme avait été formulé par Otto Rühle; ce programme demeura l'unique projet théorique cohérent dans l'histoire de l'AAUE. Les idées de Rühle sur l'organisation et les buts des unions étaient déjà pour l'essentiel exposées dans sa production politico-littéraire au cours de sa brève affiliation au KAP¹¹; en septembre 1921, il commença la publication dans l'"Aktion"¹² d'une version augmentée et systématisée de ses thèses sur les unions, qu'il compléta encore une fois en 1924¹³. Tandis que la majorité de l'AAU proposait toujours les thèses de "la crise mortelle du capitalisme" comme base d'argumentation pour l'instauration qu'elle réclamait d'une nouvelle organisation révolutionnaire, la question ne fut pas du tout posée par Rühle jusqu'en 1924 en fonction de l'actualité de la révolution. En supposant cette actualité, sa pensée tournait autour de cette question : « Quelle sorte d'organisation est désormais l'organisation de la révolution, de l'époque révolutionnaire et socialiste? »¹⁴. C'est dans la condamnation des organisations "pré-révolutionnaires", des partis et des syndicats, qu'il mettait en avant sous une forme ostensible les idées qui étaient depuis 1919 le bien commun de l'unionisme allemand. D'après Rühle, parti et parlementarisme étaient indissolublement liés, « le parti est une formation et une arme pour

⁸ Voir le texte de la Résolution dans : "Die Aktion", 11^e année (1921), n^o 41/42.

⁹ Voir "Der Syndikalist", 5^e année (1923), n^o 1. Hermberg (*opus cité*, p. 223) cite de manière critique le nombre d'adhérents prétendu par l'AAUE (212 000) dans lequel il faut effectivement voir un chiffre de propagande.

¹⁰ Paul Hermberg, *opus cité* p. 224). Paul Hermberg prédisait à l'AAU le même processus de dissolution que l'unionisme américain de l'WIIU favorable au parti avait suivi.

¹¹ Voir en particulier la présentation stylistiquement sous l'influence de la prose expressionniste : Otto Rühle : *Revolution ist keine Parteisache !* [La révolution n'est pas une affaire de parti !], Berlin 1920.

¹² "Die Aktion", 11^e année (1921), n^o 37/38 : Otto Rühle, *Grundfragen der Organisation* [Questions fondamentales de l'organisation]. Cet article parut sous forme de brochure : Otto Rühle, *Grundfragen der Organisation*, Francfort-sur-le-Main sans date (1921).

¹³ Otto Rühle : *Von der bürgerlichen zur proletarischen Revolution* [De la révolution bourgeoise à la révolution, prolétarienne], Dresde sans date (1924). Cet écrit a été publié à nouveau en mai 1965 par un groupe munichoïse de socialistes conseillistes en tant que contribution à la discussion portant sur un « nouveau mouvement ouvrier » et avec l'invitation à dépasser « les formes d'organisation et les appareils bureaucratiques » dans le mouvement ouvrier actuel.

¹⁴ "Die Aktion", 11^e année (1921), n^o 37/38.

les luttes d'intérêts sur la base de la politique bourgeoise »¹⁵. Pour lui, de la même façon, les syndicats étaient obsolètes à l'époque de la révolution; depuis leurs débuts, faisant exclusivement tout leur possible pour « l'obtention de meilleures conditions de salaire, de vie et de travail, pour la classe ouvrière dans le cadre du système capitaliste »¹⁶, intégrés dans ce système par leur direction bureaucratique et compromis totalement par leur politique durant et après la guerre, il lui semblait que leur révolutionnarisation était impossible, que leur réforme était une illusion. Si la caractérisation négative des organisations ouvrières "pré-révolutionnaires" coïncidait parfaitement – parfois jusqu'à son adoption littérale – avec les thèses sur les unions de 1920 de Karl Schröder¹⁷, un trait propre s'ajoutait avec les observations de Rühle sur le rôle de la centralisation à l'époque bourgeoise pré-révolutionnaire. Il croyait pouvoir constater dans le centralisme le fondement essentiel de l'État bourgeois, fondement qui déterminait de la même façon l'administration, la justice, l'école, l'armée et les organisations politiques. Il reconnaissait – en étant en cela moins partial que la critique syndicaliste révolutionnaire du centralisme¹⁸ – les avantages de ce dernier qui résidaient dans la concentration des forces; mais, à son avis, les inconvénients pour une organisation politique l'emportaient; ceux-ci résidaient dans le fait que le centralisme « paralyse la volonté des membres, entrave le déploiement individuel des forces et par conséquent empêche l'individu dans son développement d'accéder à sa personnalité autonome, à la conscience de soi et à l'indépendance »¹⁹. C'étaient là les vieux arguments qui avaient résulté de la critique d'avant-guerre de la bureaucratization des organisations ouvrières; la branche du communisme de gauche représentée par Rühle défendit cette critique de la manière la plus radicale et la plus durable. À côté de ces réflexions analytiques, Rühle était également d'accord, dans l'exposé de la nature et des tâches des nouvelles organisations révolutionnaires, les organisations d'entreprise, avec Schröder²⁰ jusqu'au point – en pratique en effet déterminant – de l'organisation unitaire. Il faisait découler sa nécessité – en étant, ici aussi, proche de l'argumentation des syndicalistes révolutionnaires – du fait que, à l'époque révolutionnaire, une différence entre la lutte économique et la lutte politique n'était plus possible comme cela l'était jusqu'à présent; « la plus petite lutte salariale s'intensifie en un tour de main en une action politique »²¹. Tandis que Schröder affirmait que les organisations des conseils comme l'organisation unitaire ne pourraient naître qu'au cours des luttes révolutionnaires²², Rühle voyait dans chaque organisation qui ne se présenterait pas à partir de maintenant comme une organisation unitaire, un vestige de l'époque bourgeoise. Bien qu'il ait existé plus de points de vue communs relatifs aux principes que de divergences tactiques entre les deux tendances unionistes, leurs porte-parole littéraires jouèrent de plus en plus de ces divergences, avec une fureur presque monomaniaque, de telle sorte qu'elles entraînaient la scission.

¹⁵ "Die Aktion", 11^e année (1921), n° 37/38. Voir aussi pour la caractérisation des partis politiques : Otto Rühle, *Von der bürgerlichen zur proletarischen Révolution*, p. 38 sq.

¹⁶ "Die Aktion", 11^e année (1921), n° 39/40. Voir aussi Otto Rühle : *Von der bürgerlichen zur proletarischen Révolution*, p. 44 sq.

¹⁷ Voir à ce sujet plus haut les raisonnements de Schröder dans le paragraphe sur la tendance majoritaire dans l'AAUD.

¹⁸ Voir à ce sujet plus haut le paragraphe sur le Congrès constitutif de la FAUD.

¹⁹ "Die Aktion", 11^e année (1921), n° 43/44.

²⁰ Rühle s'est reconnu à l'occasion dans Schröder aussi longtemps « que celui-ci n'a pas été un bonze du KAP et qu'il n'a pas "sympathisé" avec le rouble russe ». "Die Aktion", 11^e année (1921), n° 45/46.

²¹ "Die Aktion", 11^e année (1921), n° 43/44.

²² Schröder polémique avec l'Opposition lors de la Conférence nationale de juin 1921 : « L'idée selon laquelle il ne devrait y avoir qu'une seule organisation est plate et elle ne demanderait pas de la réflexion. Elle est primitive et elle sera défendue la plupart de temps par des camarades qui n'ont aucune expérience dans le mouvement ». Tapuscrit inédit du Compte rendu de la Conférence nationale de l'AAU du 12 au 14 juin 1921, dans : Pol. Akt. der Reg. Düsseldorf, n° 15536/81.

Ce qui se produisit concernant les luttes de tendances entre les courants les plus importants de l'unionisme allemand se répéta encore une fois à une plus petite échelle à l'intérieur de l'AAUE, née à une heure si défavorable. Elle fut représentée jusqu'en 1924, sur le plan théorique et littéraire, par Otto Rühle et Franz Pfemfert, qui s'adjoignirent, pour former un triumvirat, le renégat tardif de l'USP et conseiller de justice berlinois James Broh²³, et qui se battirent dans l'"Aktion" en faveur de l'organisation unitaire; dans cette activité, ils eurent pour collaborateurs permanents les écrivains expressionnistes Carl Sternheim, Max Hermann-Neisse et Oskar Kanehl. Sous leur influence, et comme feuille d'organisation quasi-officielle de l'AAUE, paraissait depuis 1921, publiée par l'organisation berlinoise, la "Betriebsorganisation" [Organisation d'entreprise] qui, à partir de 1922, porta le titre de "Die Einheitsfront, Organ der AAUE" [Le Front Uni, Organe de l'AAUE]; les forces de l'AAUE qui s'y exprimaient constituèrent au cours des années suivantes le noyau organisationnel qui s'affirma dans les discussions avec ceux qui inclinaient vers une interprétation par trop radicale des principes fédéralistes ("autonomie de cheminée d'usine"), et dans la lutte avec d'autres formes de désintégration comme l'animosité envers les intellectuels, l'isolement par la non-participation aux grèves partielles, etc.. Un autre cercle relativement solide de camarades de l'AAUE se forma à Francfort-sur-le-Main et à Hambourg où l'"Unionist" paraissait maintenant en tant qu'organe de l'organisation unitaire. Lors de la deuxième Conférence nationale de l'AAUE, des 24 et 25 septembre 1922 à Weimar, sur laquelle on comptait pour une stabilisation de l'organisation, on eut au contraire la manifestation du fait qu'elle se composait déjà d'une pelote que l'on pouvait difficilement démêler de tendances contradictoires. La plupart des délégués ne furent d'accord que sur le fait de se plaindre de la « terreur des syndicats » à l'égard des membres de l'AAUE souvent isolés dans les entreprises. Un conflit naquit à propos du caractère actuel seulement informatif des conférences nationales, de la compréhension correcte du principe fédéraliste, de la solidarité recommandée dans les grèves partielles et de la non-participation aux élections des conseils d'entreprise légaux. Au vu des tendances divergentes qui se manifestèrent lors de la Conférence de Weimar, un observateur constata que l'AAUE était confrontée à la question suivante : « Organisation des conseils ou désorganisation? »²⁴. Le courant principal de l'AAUE, qui aspirait à une consolidation organisationnelle par la proclamation du caractère obligatoire des résolutions des conférences nationales et par l'instauration d'instances nationales, se réunit pendant l'année 1923, sous l'impulsion des groupes locaux de Francfort-sur-le-Main, de Dresde et de Berlin, à l'intérieur de l'organisation, avec une fraction des "communistes conseillistes", mais il voulait éviter à tout prix le risque d'une scission²⁵. En tirant la leçon de la Conférence de Weimar, l'"Einheitsfront" justifia cette fusion par le fait qu'« il est impossible de faire un travail couronné de succès dans l'intérêt de la révolution sur la base de la désintégration et du particularisme »²⁶.

Deux possibilités dans l'organisation et dans le programme de l'AAUE se firent bientôt jour après la réunion constitutive : celle de la complète négation organisationnelle et celle du passage à la FAUD syndicaliste révolutionnaire. Pendant l'année 1922, c'est dans l'organe de

²³ Dr Broh, jusque là représentant de premier plan de l'USPD berlinois, a rompu au début de 1920 avec son organisation avec la publication d'une vive critique du "programme de la révolution" de l'USPD de mars 1919 ; il réclamait la non-participation aux parlements et au travail syndical, et à la place l'organisation « de conseils ouvriers révolutionnaires d'entreprise et communaux ». Voir Dr James Broh, *Entwurf eines Programms der USP verfasst im Auftrage der politischen Kommission des Aktionsrates Charlottenburg, sowie Kritik des Aktionsprogramms* [Ébauche d'un programme de l'USP rédigé sur commande de la Commission politique du Comité d'action de Charlottenburg, ainsi que la critique du programme d'action]. Pour ce qui concerne sa vision de l'évolution du KPD et de l'USPD, voir en particuliers : *Parolen und Programm der KPD* [Mots d'ordre et programme du KPD], de James Broh dans : *Die Aktion*, 12^e année (1922), n° 39/40.

²⁴ *Die Aktion*, 12^e année (1922), n° 39/40.

²⁵ Voir à ce sujet *Die Aktion*, 13^e année (1923), n° 15.

²⁶ "Die Einheitsfront", 3^e année (1923), n° 4.

l'AAUE de Heidenau, "Die Revolution"²⁷, que se rassemblèrent en particulier les voix qui plaidaient pour la suppression des conférences nationales et de toutes les obligations liées à l'organisation, et qui abandonnaient le but de la dictature du prolétariat. Cette tendance, dont la naissance conduisit à une querelle dans la région d'origine de l'AAUE, la Saxe orientale, entre Dresde et Heidenau, et qui eut aussi des partisans dans l'Empire, décida à la fin de 1923 son autodissolution organisationnelle²⁸. Elle était, comme le courant voisin de Düsseldorf dans la FAUD, en liaison avec l'anarchiste tolstoïen autrichien Rudolf Grossmann²⁹. La Conférence de Weimar de l'AAUE avait exclu la région de Saxe occidentale prétendument en raison de son approbation de la participation de l'AAUE aux élections des conseils d'entreprises légaux³⁰, telle qu'elle avait été propagée dans la feuille de Zwickau "Der Weltkampf"³¹ [La lutte mondiale]. En réalité, cette propagande de la région de la Saxe occidentale n'était qu'une partie d'une tactique plus ouverte qui prévoyait de passer des accords avec toutes les organisations qui avaient à peu près les mêmes objectifs; les camarades de Zwickau constataient que l'organisation était confrontée à l'alternative suivante : soit – comme la fraction des communistes conseillistes – décimer l'AAUE par une rigidité dogmatique des principes et l'obliger à se ravalier à "l'état de secte", soit garder ouverte l'organisation de tous côtés et donner ainsi de nouvelles impulsions au mouvement en stagnation³²; ils menèrent leur combat contre l'"organisation de la pureté" et pour l'"organisation de masse"³³. De manière logique, ceux de Zwickau, qui avaient, en dehors de leur petite région, quelques centaines de partisans dans l'Empire, engagèrent, après leur exclusion, des pourparlers avec l'"Union des Travailleurs manuels et intellectuels" et avec la FAUD(S). Lors d'une réunion de l'AAUE de Zwickau le 10 mai 1923, un orateur de chacune de ces deux organisations prit la parole et exposa les principes de son organisation respective³⁴; la décision eut lieu en août 1923, en faveur de l'affiliation à la FAUD des syndicalistes révolutionnaires³⁵. Étant donné ces luttes de tendances et son interdiction en de nombreux endroits de l'Empire, la force d'intégration de l'AAUE était considérablement réduite au tournant de l'année 1923-24³⁶. Après la Conférence de Weimar, en septembre 1922, il n'y eut plus durant des années que la cohésion peu contraignante d'un bureau national d'information commun à Zwickau, auquel, à partir du début de 1923, s'opposa un autre bureau national d'information des communistes conseillistes à Francfort-sur-le-Main³⁷. Malgré la résistance des autres fractions de l'AAUE représentées par le bureau d'information de Zwickau, les communistes conseillistes provoquèrent finalement la convocation d'une troisième Conférence nationale de l'AAUE du 21 au 23 juin 1924 à Dresde. La préparation de la Conférence nationale fut menée en particulier par l'AAUE de Francfort-sur-le-Main et de

²⁷ "Die Revolution, Organ der Allgemeinen Arbeiter-Union Deutschlands - Einheitsorganisation", 1^o année (1921).

²⁸ Pour les détails, voir plus loin le paragraphe sur les tendances refusant l'organisation.

²⁹ Die Aktion", 12^o année (1922), n^o 41/42.

³⁰ Voir la discussion à propos de l'exclusion dans le Rapport sur la Conférence nationale de l'AAUE des 24 et 25 septembre 1922 à Weimar, dans "Die Revolution", 2^o année (1922), n^o 40.

³¹ "Der Weltkampf, Organ der Allgemeinen Arbeiter-Union Deutschlands - Einheitsorganisation, Wirtschaftsbezirk Westsachsen", [Organe de l'AAUE, District économique de Saxe occidentale], 4^o année (1921).

³² Voir par exemple "Der Weltkampf", 5^o année (1922), n^o 14.

³³ Voir "Der Weltkampf", 5^o année (1922), n^o 10, 14, etc.

³⁴ Voir les discours historiquement instructifs de chacune des organisations : "Der Weltkampf", 5^o année (1922), n^o 22 et 25.

³⁵ Voir "Der Weltkampf", 5^o année (1922), n^o 35. Le "Weltkampf" a paru à partir de son n^o 37 de la 5^o année avec ce sous-titre : "Organ der Freien Arbeiter-Union Deutschlands (Anarcho-Syndikalisten) Wirtschaftsbezirk Westsachsen", [Organe de la FAUD (Anarcho-syndicaliste), District économique de Saxe occidentale] ; il cessa probablement de paraître en octobre 1923.

³⁶ Voir à ce sujet la rétrospective : *Drei Jahre AAUE*, [Les trois ans de l'AAUE], dans : "Die Aktion", 14^o année (1924), n^o 6.

³⁷ Voir "Die Einheitsfront", 3^o année (1923), n^o 4.

Hambourg et elle fut mise en œuvre par la région de Dresde et de la Saxe orientale. Le souci principal de la fraction des communistes conseillistes était la stabilisation de l'organisation; dans leurs statuts, présentés par Dresde³⁸, ils revenaient encore sur le caractère obligatoire – même s'il était limité – des résolutions de la conférence nationale qui devait se tenir chaque année et ils réintroduisaient aussi – comme dans l'AAU – un Conseil économique national. Le bureau d'information de Zwickau ainsi que ses partisans furent exclus à cause de leur refus des conférences nationales, etc.; celui-ci déclara, dans son organe de presse "Proletarischer Zeitgeist"³⁹ [L'esprit du temps prolétarien], « qu'il refuserait à l'avenir les résolutions obligatoires qui conduisent à la violence et à la paralysie des énergies »⁴⁰ et il constatait la scission renouvelée de l'AAUE. Ce "Proletarischer Zeitgeist" parut comme feuille de discussion de ce fragment de l'AAUE jusqu'en 1933⁴¹. Les communistes conseillistes, lesquels avaient un nombre d'adhérents non évaluable mais très faible, pouvaient se considérer dorénavant comme les héritiers incontestés de la tradition de l'AAUE. Ils disposèrent, comme organes de presse, de l'"Aktion" pendant quelques années encore, et de la "Einheitsfront" pendant encore plus longtemps. Rühle dressa encore une fois à leur service une sorte de résumé théorique de la discussion sur l'organisation unitaire⁴² avant de se détourner de manière résignée en 1925 de la tradition radicale de gauche⁴³ et de revenir au SPD. Étant donné qu'une tendance à la réunification des fragments de groupes radicaux de gauche eut lieu généralement à partir de 1924, dans les années de stabilisation économique et sociale passagère, l'AAUE-croupion rechercha elle aussi des partenaires. Les plans d'unification qu'elle nourrit le plus longtemps s'appliquaient à la FAUD(S); Rühle et Pfemfert s'étaient déjà faits dans le KAP les défenseurs du syndicalisme révolutionnaire allemand contre des injures non justifiées⁴⁴; lors du Congrès constitutif de l'Internationale syndicaliste révolutionnaire en décembre 1922, à laquelle Pfemfert participait en tant qu'invité, il souligna les points de vue communs entre l'AAUE et la FAUD et il ne constata de divergence sérieuse que dans la revendication des syndicalistes révolutionnaires à la non-violence; il fit la liste détaillée de leurs principes communs : le fédéralisme, l'action directe, la grève générale et la révolution sociale, les entreprises et les ateliers comme fondement de la société future; toutes les deux étaient anti-autoritaires, opposées à l'État et à la dictature du parti⁴⁵. Après le Congrès constitutif de l'IAA, la discussion reprit au sujet d'une association avec la FAUD, en partant des lignes directrices communes des AAU et FAU de Berlin en avril 1921⁴⁶⁻⁴⁷, mais elles demeurèrent sans résultat pratique.

Après la révision partielle des principes directeurs de l'AAUE en juin 1924, la plupart des divergences antérieures avec la précédente majorité unioniste fut écartée; des tentatives pour engager des discussions avec la tendance berlinoise du KAP/AAU échouèrent du fait du

³⁸ Voir le texte des statuts dans : "Die Einheitsfront", 3^e année (1923), n^o 4. Voir aussi : Otto Rühle : *Von der bürgerlichen zur proletarischen Révolution*, p. 60 sq.

³⁹ "Proletarischer Zeitgeist, Eine von Arbeiter für Arbeiter geschriebene Zeitung [Un journal écrit par des ouvriers pour des ouvriers], 1^o année (1922).

⁴⁰ "Proletarischer Zeitgeist", 3^e année (1924), n^o 26 : *An alle Mitglieder der AAUE* [À tous les membres de l'AAUE].

⁴¹ Le dernier numéro (12^e année (1933)) est paru dans l'illégalité sous forme de circulaire polycopiée.

⁴² Otto Rühle : *Von der bürgerlichen zur proletarischen Révolution*, Dresde 1924.

⁴³ Voir à ce sujet : Otto Rühle : *Warum bleiben die Massen in der Partei* [Pourquoi les masses restent-elles dans le parti ?] dans : "Die Aktion", 14^e année (1924), n^o 15 : « Les masses restent dans le parti en tant que produits et victimes de l'éducation qu'elles ont reçue dans la famille, l'école, l'usine, la caserne, le parti et l'État. Une éducation à l'obéissance, au respect de l'autorité, à la dépendance, au sentiment d'infériorité, à la peur de la responsabilité. Tant que nous aurons cette éducation, tant qu'il y aura l'Église et les partis, la curatelle et les bonzes de part ne seront pas éliminés ».

⁴⁴ Voir plus loin, le paragraphe sur la tendance syndicaliste révolutionnaire dans le KAPD.

⁴⁵ Voir "Der Syndikalist", 5^e année (1923), n^o 1 ; voir aussi : "Die Aktion", 13^e année, n^o 1-4.

⁴⁶ Voir à ce sujet plus haut le paragraphe sur l'Opposition de Düsseldorf dans la FAUD.

⁴⁷ "Die Aktion", 13^e année (1923), n^o 8 et 11.

refus du KAP⁴⁸. Les pourparlers de 1926 de l'AAUE-croupion avec un groupe de gauche, oppositionnel de fraîche date du KPD, furent finalement beaucoup plus faciles et couronnés de succès; pourtant une réunification sur la base du programme était beaucoup moins concevable avec ce groupe qu'avec l'AAU ou la FAU, desquelles l'AAUE était séparée par des escarmouches tactiques récentes, mais qui s'étaient transformées en animosités personnelles de ses porte-parole. On en arriva au cours de l'année 1926 tout d'abord à un "cartel de lutte", puis à une unification, avec un groupe oppositionnel de gauche gravitant autour d'Iwan Katz⁴⁹ et existant avant tout en Basse Saxe, qui avait été exclu du KPD au début de l'année. Une conférence des deux groupes, le 20 novembre 1926, décida de fonder une "Ligue Spartacus n° 2" en tant qu'« organisation unitaire politico-économique »; l'"Einheitsfront" de l'AAUE et la "Mitteilungsblatt" [Feuille d'information] du groupe Katz furent réunies et parurent sous le nouveau titre de "Spartakusbund" [Ligue Spartacus]. Cette association, qui fut soupçonnée par le KAP de Berlin d'être un semblant d'exorcisme historique⁵⁰, ne dura pas longtemps et l'AAUE continua à exister de manière indépendante. Franz Pfemfert retira alors son "Aktion" de l'organisation unitaire et il se mit avec sa feuille au service de groupes d'opposition trotskistes⁵¹. Des groupes de l'AAUE, quelque peu intacts, continuèrent à exister à Dresde, à Hambourg et à Francfort-sur-le-Main⁵². Lorsque la tendance unitaire économique-politique s'imposa dans l'AAU-croupion, dans la mesure où on en arriva à la dissolution pratique du KAP en 1931, plus rien ne faisait obstacle à la réunification des éléments restants des deux courants de l'unionisme allemand, réunification qui se produisit en décembre 1931.

⁴⁸ Une lettre de James Broh d'octobre 1924 au "KAZ" de Berlin contenant la proposition de fonder une communauté de lutte est restée sans réponse. Voir "Die Aktion", 14^e année (1924), n° 12.

⁴⁹ Concernant la personne d'Iwan Katz et les antécédents du groupe, voir Siegfried Bahne, *Die ultralinke Opposition...*, loc. cit., p. 366 sq.

⁵⁰ Voir "Der Proletarier", 2^e année (1926), cahier 8/9 : *Die Auferstehung des Spartakus* [La résurrection de Spartacus].

⁵¹ Voir à ce sujet Siegfried Bahne, *Der Totzkismus in Deutschland 1931 bis 1933. Ein Beitrag zur Geschichte der KPD und der Komintern* [Le trotskisme en Allemagne de 1931 à 1933. Une contribution à l'histoire du KPD et du Komintern], thèse de doctorat à Heidelberg 1958 (tapuscrit).

⁵² La très dynamique AAUE de Francfort-sur-le-Main publiait encore en 1926 un journal : "Die proletarische Revolution, Organ für die revolutionären Interessen der Arbeiterklasse" [Organe pour les intérêts révolutionnaires de la classe ouvrière], édité par l'AAUE de Francfort/Main ; la feuille parut jusqu'en 1932.